



« I LA TENE TI TO NA MBONGO – Tous ensemble pour le Sud-Est »

Programme de relèvement socioéconomique dans la zone Sud-Est de la République centrafricaine (RELSUDE)

PLAN DE RELÈVEMENT LOCAL

MOBAYE



République centrafricaine, février 2021

CONDUIT PAR

EN PARTENARIAT AVEC

AVEC LE SOUTIEN DE

Sommaire

■ Liste des acronymes	3
■ Cadre d'action	5
■ Carte de la zone d'intervention	6
■ Méthodologie AGORA	7
■ Présentation de Mobaye	8
■ Diagnostic territorial	9
Carte générale du centre-ville de Mobaye	10
Cartographie des acteurs	11
Services de bases	12
• Eau	12
• Hygiène et assainissement	12
• Éducation	15
• Santé	16
Filières économiques	18
• Agriculture	18
• Élevage	19
• Pêche	20
• Commerce	21
Gouvernance locale	22
• Représentation	22
• Justice et cohésion sociale	22
• Diagnostic institutionnel	23
• Autoévaluation des organisations de la société civile	24
■ Planification du relèvement	25
Eau	26
Hygiène et assainissement.....	28
Éducation.....	30
Santé	32
Commerce	34
Agriculture et élevage	36
Pêche	40
■ Priorisation intersectorielle	42
■ Annexes	43

Liste des acronymes

ACDA	Agence centrafricaine de développement agricole
ACTED	Agence d'aide à la coopération technique et au développement
ADDC	Action pour le développement durable en Centrafrique
AEDD	Agence pour l'environnement et le développement durable
AGR	Activité génératrice de revenu
AHA	Action humanitaire africaine
ANDE	Agence nationale pour le développement de l'élevage
ANEA	Agence nationale de l'eau et de l'assainissement
APE	Association des parents d'élèves
AVEC	Association villageoise d'épargne et de crédit
CaLP	<i>Cash Learning Partnership</i>
CNEDD	Commission nationale de l'environnement et du développement durable
COGES	Comité de gestion
COHEB	<i>Community Humanitarian Emergency Board</i>
COOPI	<i>Cooperazione internazionale</i>
CORDAID	<i>Catholic Organisation for Relief Development and Aid</i>
CPC	Coalition des patriotes pour le changement
ECAC	Enseignement catholique associé de Centrafrique
EHA	Eau, hygiène et assainissement
EPM	École préfectorale mixte
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FFOM	Forces, faiblesses, opportunités et menaces
GA	Groupe armé
GEPAD	Genre, paix et développement
GIR	Groupement d'intérêt rural
INEE	<i>Inter-Agency Network for Education in Emergencies</i>
MENESRS	Ministère de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Liste des acronymes (suite)

MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
NRC	<i>Norwegian Refugee Council</i>
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
OFCA	Organisation des femmes de Centrafrique
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PAIRSARE	Programme agricole intégré de résilience, de sécurité alimentaire et de relance économique
PRL	Plan de relèvement local
RCA	République centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
RELSUDE	Relèvement du Sud-Est
SOCADA	Société centrafricaine de développement agricole
THIMO	Travaux à haute intensité de main d'œuvre
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VBG	Violences basées sur le genre
XAF	Franc CFA de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)

Cadre d'action

CONTEXTE

La crise politique et militaire de 2012-2014 en République centrafricaine (RCA) et ses conséquences ont particulièrement affecté les préfectures du Sud-Est de la RCA, à savoir la Basse-Kotto, le Haut-Mbomou, la Haute-Kotto, le Mbomou et la Ouaka. Ces dernières enregistrent encore à ce jour les besoins les plus aigus en termes d'accès à l'eau, à la santé, aux moyens de subsistance et à la protection¹.

Plusieurs facteurs contribuent à la vulnérabilité socio-économique du Sud-Est : préfectures les moins densément peuplées, elles sont également les moins bien connectées au reste du pays, avec un Etat historiquement moins présent, accentuant l'influence des groupes armés (GA). Ajouté à cela, les faibles ressources et compétences techniques au niveau communal et préfectoral freinent les collectivités territoriales et les services déconcentrés de l'Etat dans l'exercice de leurs missions².

La relative stabilisation sécuritaire dans les chefs-lieux des sous-préfectures et les perspectives ouvertes par la signature de l'accord politique de paix et de réconciliation entre l'Etat et plusieurs groupes armés en février 2019 permettent d'envisager des réponses simultanées aux besoins humanitaires urgents et des actions de relèvement à plus long terme. En ce sens, le gouvernement a déjà engagé un effort de redéploiement des services publics dans les régions, ce qui laisse envisager un renforcement parallèle des services sociocommunautaires existants et des structures de gouvernance locale³.

Afin de soutenir ce processus, les organisations non gouvernementales (ONG) ACTED, OXFAM, COOPI, CONCERN, *Free Press Unlimited* (FPU) et IMPACT Initiatives, à travers AGORA, se sont réunies en consortium dans le cadre du projet RELSUDE, afin de répondre aux difficultés présentées ci-dessus et renforcer de manière holistique les capacités de résilience des communautés dans 21 chefs-lieux de préfecture ou chefs-lieux de sous-préfecture dans la zone du Sud-Est (voir carte p. 6). L'objectif du projet RELSUDE est à la fois de répondre aux besoins de base des populations, de renforcer les capacités de relèvement socio-économiques des communautés, et d'accompagner la consolidation du rôle des autorités locales.

OBJECTIFS DU DOCUMENT

Les plans de relèvement locaux (PRL) rassemblent les résultats d'une phase d'évaluation (diagnostic territorial) et d'une phase de planification participative. Les données sur lesquelles ils s'appuient sont collectées à travers des méthodes quantitatives et qualitatives dans chacune des 21 localités ciblées par le projet (voir « Méthodologie AGORA » p. 7 et « Annexe méthodologique » p. 43). Les différents outils utilisés tentent d'obtenir une image représentative des besoins et dynamiques locales, sans toutefois pouvoir le garantir, étant donné le temps imparti et les contraintes pratiques.

L'objectif du PRL est de fournir une compréhension des besoins et opportunités pour les acteurs à la fois locaux et de l'aide humanitaire. Il s'agit en effet de soutenir i) les municipalités de ces territoires fragilisés par la crise dans la planification et la coordination de toutes les initiatives de relèvement local, et ii) les acteurs humanitaires dans l'identification d'interventions pertinentes directement réalisables dans le cadre du projet.

Le présent document constitue ainsi une feuille de route détaillant les priorités identifiées par la communauté, accompagnées de pistes de solutions concrètes et précises sur le plan technique, ainsi que d'une proposition de stratégie de mise en œuvre. L'ensemble des affirmations figurant dans ce document sont basées sur l'analyse des données collectées sur une période définie, grâce à la conduite d'entretiens individuels et de groupes de discussion.

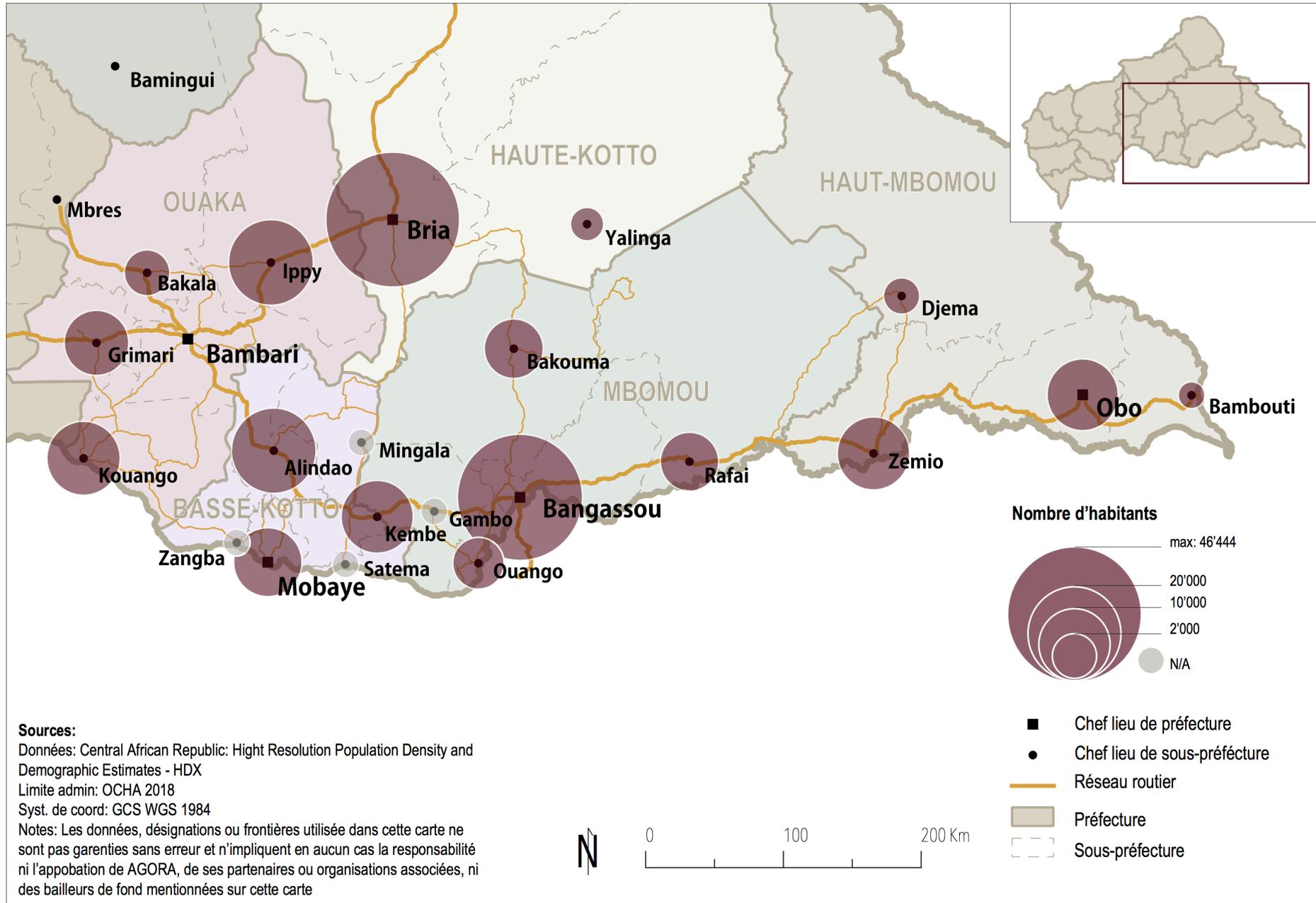
Le PRL représente également un instrument de coordination, remis aux partenaires humanitaires et aux acteurs institutionnels locaux afin de servir de base de travail à tous au niveau local. L'objectif est de replacer les acteurs locaux, institutionnels et communautaires, au cœur du processus de décision, pour faire en sorte que l'aide proposée par les acteurs humanitaires soit dirigée vers les priorités locales et selon les modalités adaptées au contexte.

¹ Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), [Aperçu des besoins humanitaires, 2021](#) – République centrafricaine.

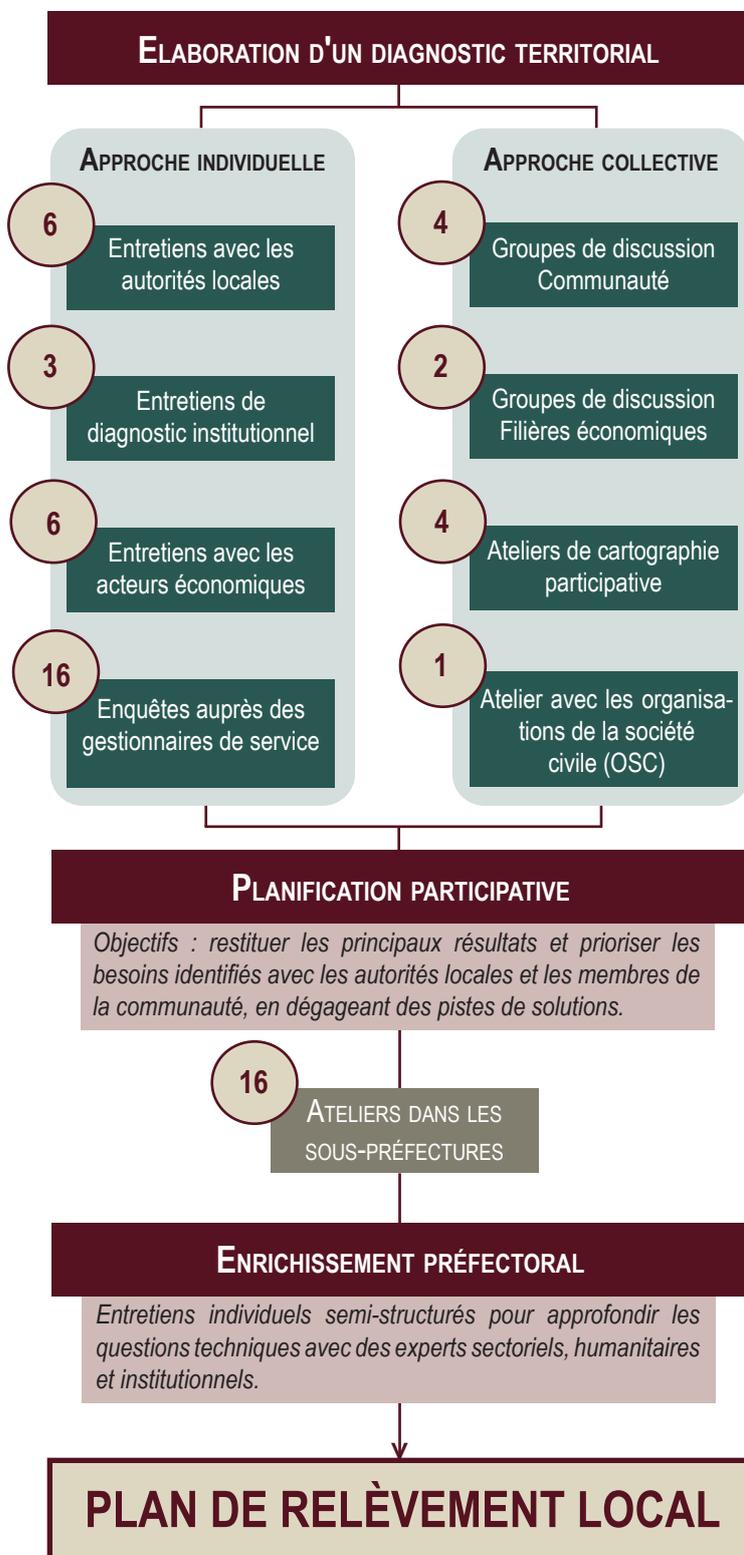
² Banque mondiale, [Enquête nationale sur les monographies communales 2016](#) - République centrafricaine, 2017.

³ Finance For Impact, [Redéploiement de l'action publique en Centrafrique, étude de préfiguration d'un futur programme de gouvernance en Centrafrique](#), 2019.

Carte des localités couvertes par le projet RELSUDE



Méthodologie AGORA



L'équipe AGORA a conduit le diagnostic territorial dans la ville de Mobaye entre le **5 et le 17 octobre 2020**.

Les ateliers de planification se sont déroulés les **16 et 17 décembre 2020**.

Enrichissement préfectoral : à la mi-décembre 2020, six groupes armés ont formé une alliance, la « Coalition des patriotes pour le changement » (CPC) et lancé des offensives simultanées dans plusieurs villes de la RCA contre les forces de sécurité nationales et internationales. Des villes importantes comme Bambari, Bangassou, Bouar, ou encore Bossembélé et Damara ont été particulièrement ciblées.

La volatilité de la situation sécuritaire, la rupture des voies de communication dans les cinq préfectures du projet RELSUDE et l'incertitude face à l'évolution de la période électorale ont mené les organisations du consortium à suspendre toutes les activités sur le terrain et réduire le personnel sur base et en capitale. AGORA a donc suspendu l'atelier préfectoral de Mobaye initialement prévu le 17 décembre 2020. Il devrait être planifié à nouveau à la rentrée 2021, dépendamment de l'évolution du contexte sécuritaire dans la Basse-Kotto en particulier.

Le présent document présente donc les résultats du diagnostic territorial et de la planification sous-préfectorale. La validation des priorités et recommandations de la part des autorités préfectorales sera établie dès que possible et fera l'objet d'une publication *ad-hoc* valable pour l'ensemble de la préfecture de la Basse-Kotto. Par ailleurs, il est possible que les informations de ce rapport nécessitent une actualisation au vue des récents épisodes de violences dans le pays (déplacements de population, destruction des services, présence des autorités locales, acteurs de l'aide opérationnels, etc.).

Présentation de Mobaye

HISTOIRE

La ville de Mobaye a été fondée en 1891 par les colons français. Elle est devenue le chef-lieu de la Basse-Kotto peu après l'indépendance du pays. Le nom « Mobaye » vient du verbe sango « regarder ».

Les trois principales ethnies historiquement présentes dans la localité sont les Ngbougou, les Sango et les Yakpa. La perception de l'entente entre ces différents groupes varie selon les interlocuteurs interrogés lors de l'enquête. Pour certains, la cohabitation est bonne, preuve en sont les mariages interethniques ; d'autres estiment en revanche que des tensions persistent entre Ngbougou et Sango.

Selon la plupart des autorités locales, les événements les plus violents depuis la crise militaro-politique nationale en 2013 ont été l'arrivée d'un groupe armé dans le territoire en 2013, et puis les affrontements entre deux groupes armés qui se sont déroulés dans la ville de 2018 jusqu'à 2019.

TERRITOIRE

Le centre-ville de Mobaye compte 7 groupements : Centre commercial, Gbamingui, Loumba, Ndouhou, Somba, Tongba-Vondo et Tongba-Nzenguet. Selon le service préfectoral de statistique de la Basse-Kotto, la population de la commune s'élèverait à près de 32 000 habitants début 2020, avec une légère majorité de femmes. D'importants mouvements de population ont eu lieu depuis 2013, jusqu'en 2020, en particulier vers la République démocratique du Congo (RDC), sur la rive opposée de l'Oubangui.

Les groupements Tongba-Vondo et Somba sont, selon les participants aux groupes de discussion, quasi-exclusivement composés de l'ethnie sango, tandis que le groupement Loumba serait plutôt habité par les Ngbougou.

La ville de Mobaye est desservie par un axe principal reliant notamment Alindao, situé à environ 5h de route. Un axe secondaire rejoint Zangba à l'est, à environ 3h de route et un autre fait la liaison avec Satéma au sud.

L'un des atouts de la ville de Mobaye est qu'elle dispose d'une bonne alimentation électrique, du fait de sa proximité avec une centrale hydroélectrique sur l'Oubangui, installée sur la rive congolaise (Mobayi-Mbongo).



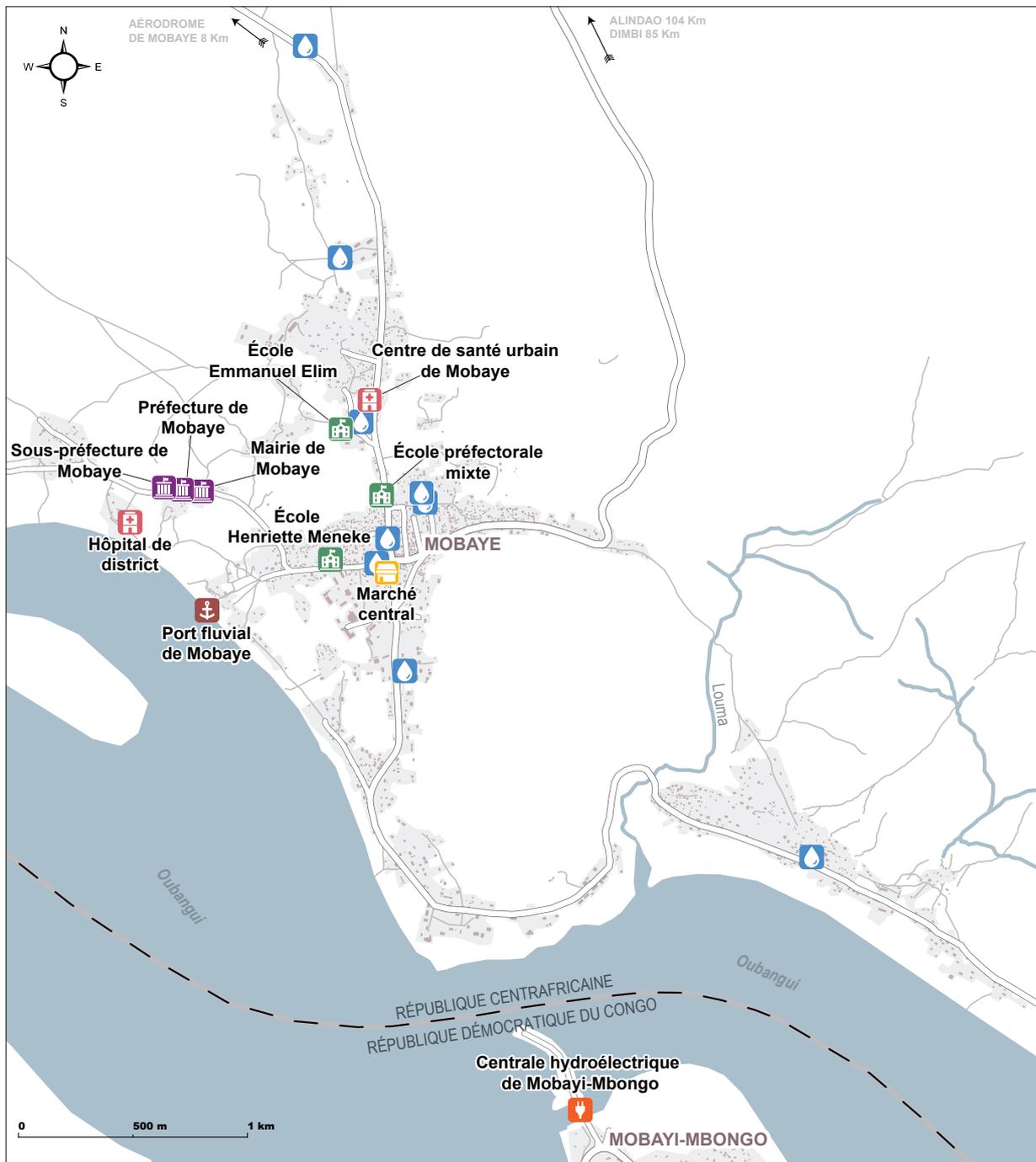
Oubangui, vu de Mobaye. © Rochefort Danguene



Diagnostic territorial

MOBAYE

Carte générale du centre ville de Mobaye



Notes :
 Les données, désignations ou frontières utilisées dans cette carte ne sont pas garanties sans erreur et n'impliquent en aucun cas la responsabilité ni l'approbation de AGORA, de ses partenaires ou organisations associées, ni des bailleurs de fond mentionnés sur cette carte.



- | | | | |
|--|------------------------|--|--------------------|
| | Bâtiment administratif | | Route principale |
| | Structure de santé | | Autre route |
| | École | | Rivière |
| | Marché | | Bâti |
| | Point d'eau | | Zone résidentielle |
| | Port fluvial | | |
| | Centrale électrique | | |

Sources :
 Données : AGORA (2020)
 Limite administrative : OCHA (2019)
 Routes, bâtiments, usage du sol : ©OpenStreetMap Contributors
 Date de production : 01/03/2021

Cartographie des acteurs

ACTEURS INSTITUTIONNELS

- Préfecture
- Sous-préfecture
- Mairie
- ANDE
- ACDA

SOCIÉTÉ CIVILE

- +/- 20 associations de femmes

PARTENAIRES DE L'AIDE

- Basés dans la ville :**
- CORDAID ; AHA ; NRC ; COHEB ; GEPAD
- Ayant des projets réguliers :**
- ONG internationales : ACTED ; COOPI
 - Organisations multilatérales : PNUD, Banque mondiale (via le projet LONDO⁴)

ACTEURS ÉCONOMIQUES

- Associations de commerçant.e.s
- Associations d'agriculteurs
- Associations de pêcheurs

FORCES DE SÉCURITÉ

- MINUSCA

AUTRES ACTEURS/GROUPES

- Groupes armés

Sur le plan institutionnel, le président de la délégation spéciale⁵ de la ville de Mobaye (voir organigramme en page 23), assure les fonctions de maire, appuyé par deux vice-présidents ainsi que les 4 membres du conseil municipal, nommés par décret en septembre 2020. La mairie compte également, en tant qu'agents permanents, un secrétaire général, un chef de service comptable et financier ainsi qu'un secrétaire d'Etat civil et deux policiers municipaux.

Le conseil municipal est censé se réunir une fois par an. Selon un informateur clé, la dernière réunion remonte toutefois à juillet 2012. Le conseil a pour rôle principal d'approuver le montant et les orientations du budget communal. La dernière décision significative aurait été l'extension de la commune de Mobaye.

La mairie apparaît comme un acteur moteur de la localité. Elle travaille en étroite collaboration avec les chefs de groupement et de quartier⁶, reconnus comme des interlocuteurs privilégiés par la communauté. Ces derniers jouent notamment un rôle important dans les activités de développement local (voirie, assainissement, travaux agricoles, etc.). La collaboration de la mairie avec la sous-préfecture et la préfecture, ainsi que leurs services techniques respectifs semble efficace, selon les informateurs clés rencontrés.

A la date de l'enquête, le préfet était intérimaire. La préfecture assure un lien avec la mairie pour certaines activités locales

(notamment les questions de sécurité et de développement) mais également avec les directions régionales basées à Bangassou. Les principaux acteurs économiques sont les agriculteurs, les commerçants et les pêcheurs, qui sont le plus souvent réunis en associations. Les participants aux groupes de discussion reconnaissent l'utilité d'un tel système, dont le fonctionnement semble donner satisfaction. Il n'existe, en revanche, pas d'associations liées aux activités d'élevage (petit bétail), qui ont connu un net recul depuis les événements de 2019.

Mobaye accueille un nombre relativement important d'ONG. Parmi celles présentes de manière permanente, l'ONG *Catholic Organisation for Relief Development and Aid* (CORDAID) agit dans le secteur de la santé, Action humanitaire africaine (AHA) dans les secteurs eau, hygiène et assainissement (EHA) et santé, l'ONG *Norwegian Refugee Council* (NRC) dans les secteurs EHA et éducation, l'ONG *Community Humanitarian Emergency Board* (COHEB) dans le développement économique et social local (construction du marché et de la maison des jeunes). Par ailleurs, ACTED et COOPI mènent ou ont mené des missions, sans être directement basés sur place.

En termes de sécurité, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) assure la sécurité dans le centre-ville. Les éléments de groupes armés sont présents, actifs et visibles dans la localité.

⁴ Le projet LONDO (« debout » en Sango) de la Banque mondiale a pour ambition de fournir un emploi temporaire aux personnes vulnérables et de faciliter l'accès aux services de base sur l'ensemble du territoire national.

⁵ L'ordonnance 088-006 de 1988 prévoit l'élection des maires mais en pratique, le gouvernement nomme des délégations spéciales avec à leur tête un ou une président(e) qui assure les fonctions de maire.

⁶ Le chef de quartier est le représentant de la communauté, traditionnellement élu pour des durées de 5 à 10 ans. Les chefs de quartiers élisent à leur tour un chef de groupement, c'est-à-dire un ensemble de quartiers.

Services de base

EAU

Le centre urbain de Mobaye compte **10 points d'eau, dont 2 sont endommagés mais toujours fonctionnels**. Les 10 points d'eau sont des forages : 2 pompes à pied et 8 pompes manuelles. Cent pour cent (100%) des points d'eau sont gratuits et 90% sont potables, à l'exception d'une pompe à main, construite par une ONG internationale mais selon le gestionnaire elle ne serait pas utilisée pour boire.



Nombre de points d'eau qui disposent d'un comité de gestion

276

Nombre moyen de ménages utilisant le même point d'eau.

Parmi les 10 points d'eau⁷ :

- 5  ont été construits par les ONG internationales
- 3  ont été construits par les ONG nationales
- 1  a été construit par l'Agence nationale de l'eau et de l'assainissement (ANEA)

Soixante-dix pour cent (70%) des points d'eau ont vu une augmentation de leur fréquentation du fait des activités de sensibilisation sur l'EHA et de l'augmentation de la population (avec l'arrivée de populations retournées notamment). 3/10 points d'eau ont reçu un appui *via* le déploiement de techniciens, la dotation de matériaux de construction et/ou la dotation d'équipements de maintenance, jugés satisfaisants par leurs gestionnaires bien que des dommages soient encore déplorés.

70%

Des gestionnaires de services affirment n'avoir pas reçu d'aide pour le fonctionnement de leur service.

PRINCIPALES CONTRAINTES EXPRIMÉES PAR LES GESTIONNAIRES DE SERVICE :

-  Le manque de matériel de maintenance
-  Le manque d'enseignants qualifiés
-  Le manque de ressources financières

PRINCIPALES BARRIÈRES D'ACCÈS

Les membres de la communauté ont rapporté que **le nombre des forages était insuffisant** par rapport au nombre d'habitants, accentué par l'arrivée de populations retournées dans la localité. Les répondants ont insisté sur les besoins en eau pour les groupements de Tongba-Nzenguét et Loumba, qui ne disposent d'aucun point d'eau aménagé. Ils ont également souligné le temps d'attente important pour le groupement Tongba-Vondo qui ne dispose que d'un point d'eau pour tous les quartiers.

Les participants aux groupes de discussion ont également évoqué la mauvaise qualité de l'eau, en particulier pendant la saison sèche quand les points d'eau tarissent : la qualité de l'eau diminue et la population est contrainte de puiser de l'eau auprès de sources non aménagées, en particulier dans les groupements de Loumba, Somba et Gbamagui ou dans la brousse.

Finalement, les habitants déplorent l'absence de comités de gestion (COGES) pour plusieurs points d'eau.

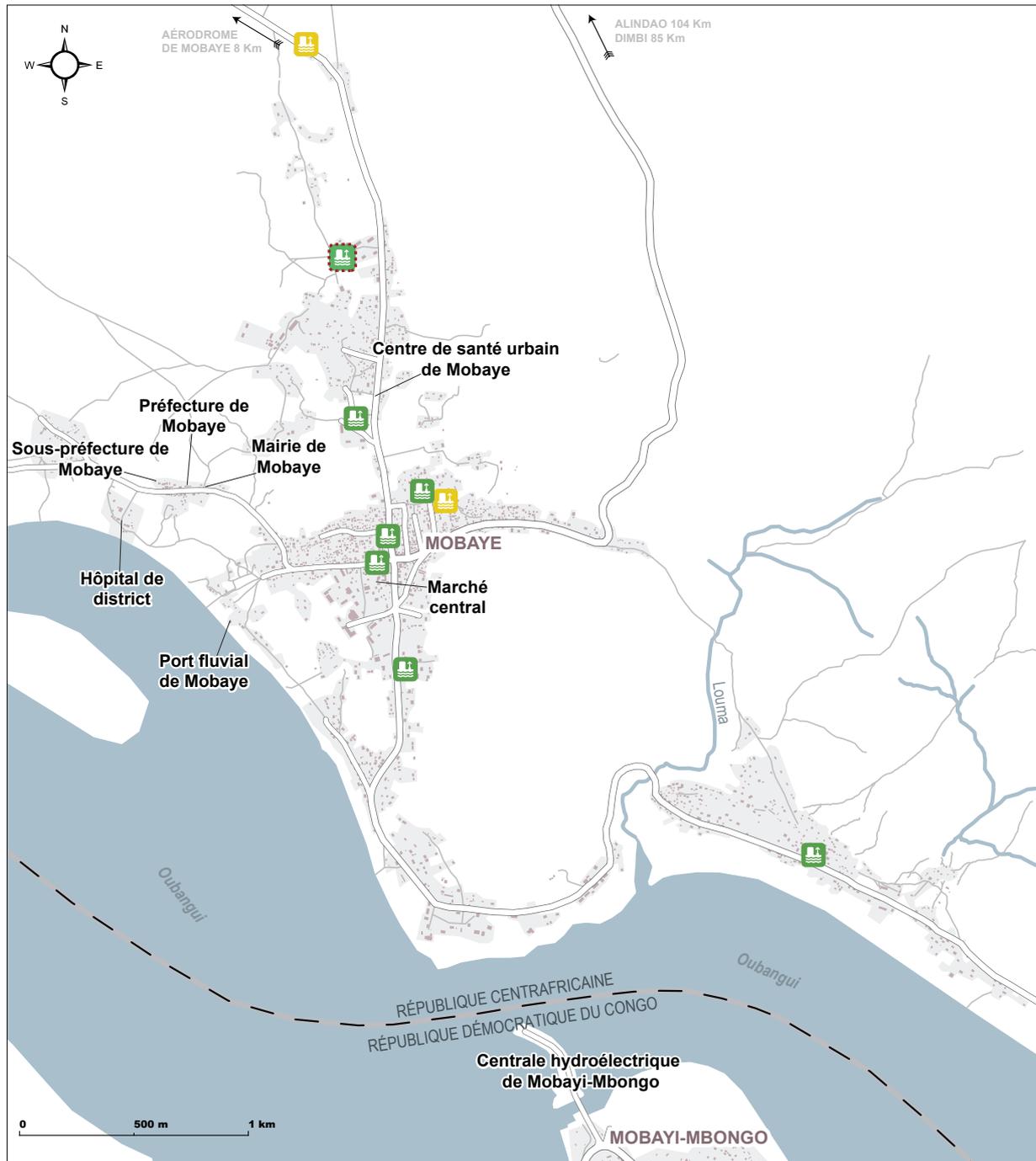
HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

Mobaye ne compte **aucune latrine communautaire fonctionnelle**, et il n'y a aucune initiative des autorités locales pour en construire. Par ailleurs, les répondants ont rapporté un manque de volonté des familles pour la construction de latrines familiales. Par conséquent, **la plupart des ménages pratiqueraient la défécation à l'air libre**. Les latrines privées existantes seraient de mauvaise qualité selon les participants aux groupes de discussion, car construites de manière traditionnelle.

Les habitants de Mobaye participent régulièrement à des activités d'assainissement communal comme le nettoyage des lieux publics, le désherbage et la réhabilitation des routes. Ces activités sont organisées par la mairie, les chefs de quartier et les associations locales comme l'Organisation des femmes de Centrafrique (OFCA), l'association « Femmes libres », l'association de la jeunesse, l'association des scouts et les groupes religieux comme « Jeunesse Évangélique Africaine-JEA ». La réhabilitation des routes a été entreprise *via* des travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO), organisés par les leaders religieux avec l'appui de l'ONG internationale COHEB. Afin d'encourager ce type d'engagement citoyen, les autorités locales estiment que la dotation de produits de première nécessité, à tous les habitants de Mobaye, pourrait motiver la communauté à participer à ces travaux d'intérêt commun. Les organisateurs des activités de nettoyage, quant à eux, auraient besoin d'un soutien en matériel de travail.

⁷ Pour un des points d'eau, le gestionnaire de service ne disposait pas d'informations sur ce point.

Cartographie des services - Caractéristiques des points d'eau



Notes :

Les données, désignations ou frontières utilisées dans cette carte ne sont pas garanties sans erreur et n'impliquent en aucun cas la responsabilité ni l'approbation de AGORA, de ses partenaires ou organisations associées, ni des bailleurs de fond mentionnés sur cette carte.



Type de point d'eau

Pompe à main ou à pied

État de marche du point d'eau

Fonctionnel

Endommagé

Non fonctionnel

Qualité de l'eau

Eau non potable

Route principale

Autre route

Rivière

Bâti

Zone résidentielle

Sources :

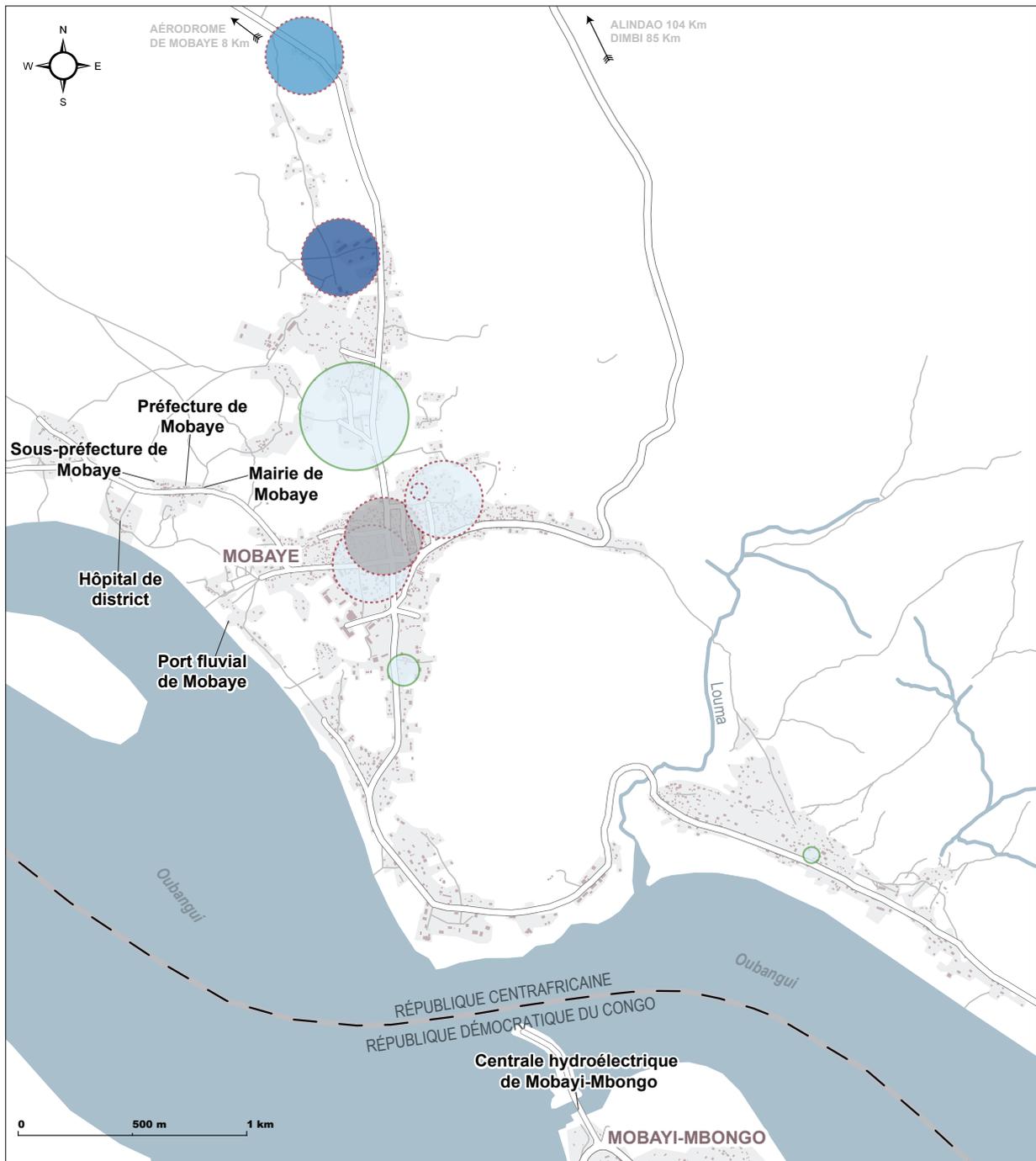
Données : AGORA (2020)

Limite administrative : OCHA (2019)

Routes, bâtiments, usage du sol : ©OpenStreetMap Contributors

Date de production : 01/03/2021

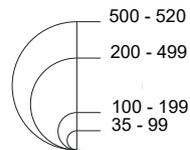
Cartographie des services - Usage des points d'eau



Notes :
Les données, désignations ou frontières utilisées dans cette carte ne sont pas garanties sans erreur et n'impliquent en aucun cas la responsabilité ni l'approbation de AGORA, de ses partenaires ou organisations associées, ni des bailleurs de fond mentionnés sur cette carte.



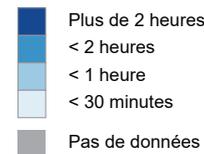
Nombre de ménages utilisant le point d'eau



Présence de COGES



Temps d'attente



○ Route principale

— Autre route

▬ Rivière

■ Bâti

■ Zone résidentielle

Sources :
Données : AGORA (2020)
Limite administrative : OCHA (2019)
Routes, bâtiments, usage du sol : ©OpenStreetMap Contributors
Date de production : 01/03/2021

ÉDUCATION

Mobaye compte **6 établissements scolaires**⁸ :

- 3 écoles publiques de fondamental 1 (école Somba, école préfectorale mixte (EPM) divisée en deux directions EPM 1 et EPM 2, école Henriette Meneke) ;
- 1 école privée de fondamental 1 (le complexe scolaire Emmanuel Elim) ;
- 1 école Enseignement catholique associé de Centrafrique (ECAC - école Manicus) ;
- 1 lycée publique (lycée moderne de Mobaye).

Ces écoles sont fonctionnelles neuf mois par an, et ouvertes tous les jours de la semaine, principalement dans la matinée entre 7h et 12h. Toutefois, **toutes ces écoles ont été endommagées sur le plan matériel**, principalement à cause du manque de moyens financiers pour l'entretien des infrastructures et de faits de vandalisme. Trois d'entre elles ont même été occupées pendant une période, plus de six mois, par des groupes armés depuis la crise de 2013.

+ de 100 Nombre moyen d'élèves par salle de classe dans l'ensemble des écoles.

L'équipe AGORA a pu mener des enquêtes avec les gestionnaires de 3 écoles à Mobaye : EPM 1, Meneke et Emmanuel Elim⁹. Ces 3 écoles sont fonctionnelles et payantes à l'inscription, autour de 1 100 francs CFA (XAF) par élève, auxquels s'ajoutent les frais d'écolage par mois (pour l'école privée, ils ont été enregistrés à 1 000 XAF par mois).

Deux gestionnaires interrogés affirment avoir reçu un soutien pour le fonctionnement de leur service de la part d'ONG : l'école publique EPM 1 a reçu une subvention directe et des dotations de matériaux de reconstruction. Ce soutien n'aurait pas été satisfaisant selon le gestionnaire, parce qu'insuffisant. L'école Emmanuel a quant à elle reçu une dotation satisfaisante de matériel didactique.

3,7

Nombre d'enseignants titulaires ou vacataires par école contre 5 maître-parents.

2/3 des gestionnaires interrogés estiment que la formation des enseignants titulaires et vacataires est suffisante et 100% estiment que la formation des maître-parents est suffisante, mais certains auraient besoin d'un renforcement de capacités.

Les groupes de discussion communautaires ont confirmé que 5/6 écoles disposaient de bâtiments durables. Les écoles EPM 1 et Meneke semblent être les seules à disposer d'un accès à un point d'eau potable. Bien que l'école Meneke ne dispose pas des latrines actuellement, elles sont en cours de construction grâce à l'intervention de l'ONG NRC.

PRINCIPALES CONTRAINTES EXPRIMÉES PAR LES GESTIONNAIRES DE SERVICE :



Vol et pillage du matériel pédagogique et d'équipement de base (table-bancs, tableaux, etc.)



Manque d'enseignants qualifiés



Manque de ressources financières des écoles

PRINCIPALES BARRIÈRES D'ACCÈS

L'**insuffisance des enseignants qualifiés** a été rapportée comme une des barrières principales d'accès à l'éducation par les participants aux groupes de discussion. Selon eux, les enseignants qualifiés n'ont toujours pas été redéployés à Mobaye depuis la crise de 2013, à cause de rumeurs sur la situation sécuritaire de la ville, et par manque de suivi de la part du gouvernement. Par conséquent, l'enseignement est dispensé en grande majorité par les maître-parents.

Par ailleurs, les habitants de Mobaye déplorent des **frais de scolarité élevés**. Les parents qui ne peuvent pas payer les frais scolaires sont contraints de retirer leurs enfants de l'école. Les enfants retirés sont alors mobilisés pour les travaux champêtres, la pêche ou les autres travaux manuels. Il a été également évoqué qu'il n'y avait aucun système mis en place pour aider les enfants orphelins.

Les groupes de discussion communautaires ont montré une **insuffisance du nombre d'infrastructures scolaires et de leur qualité**. En particulier, les participants ont évoqué un manque de matériel pédagogique et d'équipement de base (surtout les table-bancs). Il n'y aurait pas assez de salles de classe par rapport au nombre d'élèves, et les bâtiments et infrastructures scolaires seraient délabrés.

En outre, le **parcours vers l'école** pourrait durer jusqu'à 1h30, ce qui imposerait une barrière d'accès pour les élèves venant des groupements les plus éloignés, à savoir les groupements de Tongba-Vondo, Tongba-Nzengué, et Gbamagui, ainsi que pour

⁸ REACH, [Cartographie des écoles en RCA](#), mars 2020.

⁹ L'équipe AGORA a pu réaliser trois enquêtes à Mobaye auprès des gestionnaires d'écoles au cours de la phase de diagnostic. Les trois autres seront réalisées au cours du prochain déploiement terrain à Mobaye, pour l'atelier préfectoral, dépendamment de la disponibilité des gestionnaires de service. Dans la mesure du possible les données des six écoles de Mobaye seront actualisées dans la [base de données quantitative de la Basse Kotto](#).

les élèves qui viennent de villages se situant à environ 10 km sur les axes vers Zangba et Alindao.

Finalement, les membres de la communauté ont déploré un **accès inégal à l'éducation pour les filles** qui sont souvent retirées de l'école pour surveiller les autres enfants de la famille. Des cas de harcèlement sexuel par les enseignants ont été également rapportés.

SANTÉ

Mobaye compte **2 structures sanitaires** : 1 hôpital de district et 1 centre de santé urbain qui accueillent respectivement 80 et 30 patients par jour. Le **centre urbain de santé est fortement surutilisé** par rapport à ses capacités, selon le gestionnaire de service, même si le nombre de patients a diminué au cours des deux dernières années. Selon l'informateur clé interrogé, cette diminution serait due à une dégradation des services du fait d'un manque de ressources financières et des dommages matériels modérés survenus au cours des deux dernières années. L'hôpital de district a subi également des dommages sur le plan matériel, mais de plus faible intensité, et il parvient à fonctionner selon sa capacité selon le gestionnaire de service.

Les deux services de santé disposent de latrines et d'un accès à l'eau potable. Le centre urbain de santé ne dispose ni d'un générateur ni d'une ambulance, et l'ambulance de l'hôpital n'est que partiellement fonctionnelle.

L'hôpital et le centre de santé de Mobaye comptent un total de 31 personnels sanitaires et 10 personnels en support :



L'hôpital de district est une structure publique, construite par l'Etat, tandis que le centre de santé a été construit par une ONG internationale. Les deux structures sanitaires sont gérées publiquement, et disposent de COGES. Les consultations sont payantes, avec l'exception de l'hôpital qui propose des consultations gratuites pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans.

Les deux structures de santé ont reçu un soutien pour leur fonctionnement de la part d'ONG internationales (CORDAID, COOPI et AHA). Le centre urbain a également bénéficié de l'aide d'un donateur privé. Le gestionnaire du centre urbain interrogé était satisfait par la dotation d'équipements de maintenance et de médicaments que le centre avait reçue. Le gestionnaire de l'hôpital, en revanche, a rapporté que la dotation de matériaux de construction pour l'hôpital n'avait pas été durable et donc insatisfaisante.

PRINCIPALES CONTRAINTES EXPRIMÉES PAR LES GESTIONNAIRES DE SERVICE :

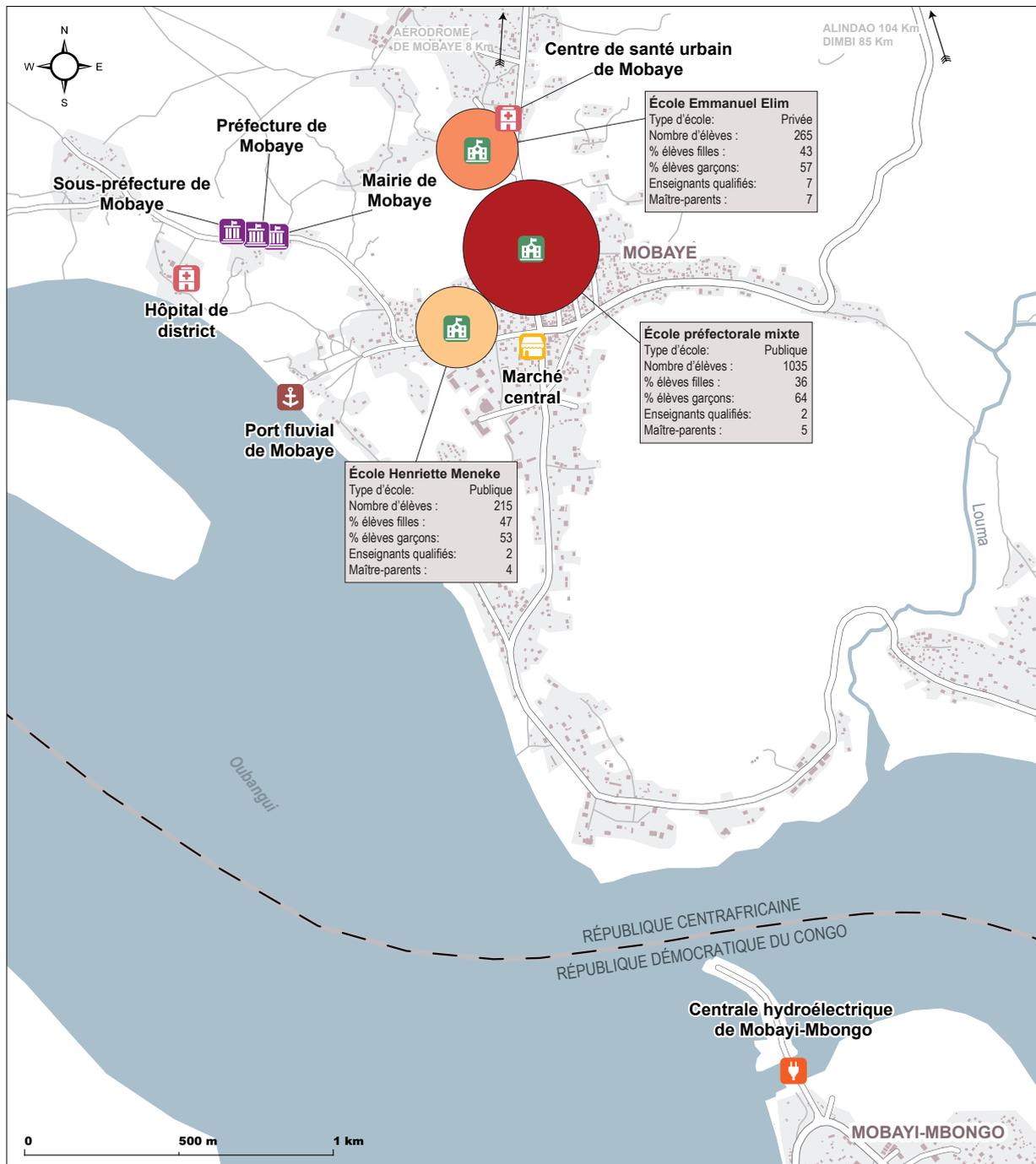
-  Manque de personnels qualifiés
-  Manque de ressources financières et faible décentralisation du paiement des salaires
-  Manque de médicaments et d'équipement de base

PRINCIPALES BARRIÈRES D'ACCÈS

Les participants aux groupes de discussion ont rapporté le **manque de moyens financiers de la population pour acheter les médicaments** comme la principale barrière d'accès aux services sanitaires. Par ailleurs, il y a une insatisfaction de la qualité des services sanitaires du fait d'un manque de médicaments, de matériels et d'équipement médical (lits, matériel d'échographie), de personnel pour l'accueil des patients, et de personnel soignant qualifié. Quelques participants aux groupes de discussion ont mentionné une mauvaise gestion des médicaments de la part du personnel soignant. Comme alternative, la population se dirige vers les médicaments traditionnels, ou vers d'autres services sanitaires jugés de meilleure qualité dans la ville de Gbadolité, en RDC.

En outre, les habitants de Mobaye ont évoqué le **parcours difficile vers les services de santé**. Pour ceux qui viennent à l'hôpital de district, à savoir les populations de l'ensemble des sous-préfectures de Mobaye et Zangba, le trajet peut durer jusqu'à sept heures. Selon les participants aux groupes de discussion, ce parcours peut entraîner la mort de patients en route. Le parcours est rendu encore plus difficile par la présence de groupes armés et des cas de braquages, vols et menaces ont été rapportés. Finalement, les participants aux groupes de discussion déplorent des risques particuliers pour les femmes enceintes : ils rapportent des morts de nouveaux nés et de femmes enceintes au cours de l'accouchement ou pendant le parcours vers les services de santé.

Cartographie des services - Éducation et santé

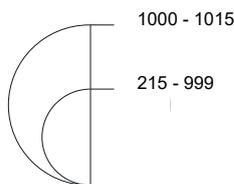


Notes :

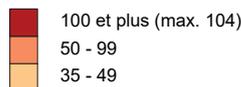
Les données, désignations ou frontières utilisées dans cette carte ne sont pas garanties sans erreur et n'impliquent en aucun cas la responsabilité ni l'approbation de AGORA, de ses partenaires ou organisations associées, ni des bailleurs de fond mentionnés sur cette carte.



Nombre d'élèves par école



Nombre moyen d'élèves par classe



- Bâtiment administratif
- Structure de santé
- École
- Marché
- Port fluvial
- Centrale électrique
- Route principale
- Autre route
- Rivière
- Bâti
- Zone résidentielle

Sources :
 Données : AGORA (2020)
 Limite administrative : OCHA (2019)
 Routes, bâtiments, usage du sol : ©OpenStreetMap Contributors
 Date de production : 01/03/2021

Filières économiques

AGRICULTURE

Sur le plan agro-écologique, Mobaye se situe dans la zone forestière de la Région agricole n°6. Le climat y est favorable à une large gamme de cultures¹⁰, principalement le manioc, le riz, l'arachide, le café, la courge, le maïs et la patate douce selon les habitants interrogés.

Au sein de la localité, **l'agriculture est pratiquée par tous les habitants** y compris par les enfants, dès qu'ils sont en âge d'effectuer les travaux champêtres. Même si elle n'est pas la principale activité économique de Mobaye, l'agriculture s'avère la filière qui fournit le plus d'emplois dans la localité, selon les acteurs économiques rencontrés. En particulier les activités de sarclage, de labour et de récolte, demandent beaucoup de main d'œuvre. Une productrice notait que ce travail agricole favorisait la cohésion sociale dans la ville.

Les **produits agricoles sont consommés et vendus localement** à Mobaye. Ils sont aussi vendus à Alindao, à Bambari, à Bria, à Bangui et à l'extérieur du pays, en RDC et au Soudan. Le riz a été identifié comme la culture la plus rentable, tandis que le maïs serait moins rentable, selon les producteurs interrogés. Une autorité locale a rapporté que des commerçants nigériens venaient acheter le café avant la crise 2013 et ne viendraient plus depuis la dégradation de la situation sécuritaire dans la zone.

Les acteurs économiques ont jugé que la concurrence entre agriculteurs était forte, et que la demande locale pour les produits de la filière était plutôt moyenne.

De nombreuses difficultés empêchant le développement de la filière agricole à Mobaye ont été évoquées par les acteurs économiques rencontrés. Tout d'abord, la difficulté d'écouler les produits agricoles à cause du **mauvais état des axes** aux alentours de Mobaye et du coût élevé du transport. Selon les participants aux ateliers de planification, le transport fluvial de marchandises, en baleinière, en direction de Bangui pourrait durer une semaine et coûter 20 000 XAF par personne et 5 000 XAF par sac de denrée (le café, le manioc et la courge principalement).

Ensuite, les groupes de discussion ont mis en lumière des **barrières naturelles** : la destruction des cultures par les bêtes sauvages et les insectes ravageurs en juin et juillet, les inondations pendant la saison pluvieuse, et la sécheresse aux mois de novembre et décembre.

Par ailleurs, les acteurs économiques rencontrés ont déploré la **mauvaise qualité du sol**, pas assez fertile, et le manque de produits pour le traiter. Le manque d'intrants agricoles, en particulier les outils aratoires et les semences de bonne qualité, a été mentionné à de multiples reprises par les participants. Selon eux, les semences locales seraient plus adaptées à la zone agro-écologique que celles distribuées par les acteurs extérieurs. Les participants d'un autre groupe de discussion ont toutefois assuré que ces interventions ont permis la relance de la filière après la crise de 2013.

Enfin, en raison de l'insécurité dans la localité, les agriculteurs ne peuvent pas cultiver les champs éloignés de la ville.

Tableau 1. Analyse forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM)¹¹ de la filière agricole à Mobaye

FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> Forte demande de main d'œuvre. Source d'emploi local. Liens commerciaux avec RDC. Existence d'associations d'agriculteurs. Contribution positive à la cohésion sociale. 	<ul style="list-style-type: none"> Faible fertilité du sol. Infrastructures routières dégradées et coûts élevés des transports freinant les échanges de produits agricoles. Manque d'intrants agricoles (outils aratoires, semences, produits de traitement du sol). 	<ul style="list-style-type: none"> Introduction et développement de la culture attelée. Collaboration entre les agriculteurs, les commerçants et les transporteurs. Appui technique aux agriculteurs pour améliorer le choix des sols et la gestion des semences. 	<ul style="list-style-type: none"> Aléas naturels (insectes ravageurs, inondations, sécheresses). Vols des cultures. Insécurité dans les zones agricoles éloignées.

¹⁰ Ministère de l'Agriculture et du développement rural, *Programme de développement agricole de la Région n°6*, 2016.

¹¹ Les faiblesses, forces, opportunités et menaces ont été identifiés par les personnes ressources rencontrées pour échanger sur les secteurs économiques clés de la ville de Mobaye.

Les associations d'agriculteurs existent à Mobaye, et selon les participants aux groupes de discussion, les hommes et les femmes en font partie. Ces associations gèrent des caisses communes qui permettent de fournir des prêts aux membres en cas de besoin. Jusqu'en 2005, le groupement d'intérêt rural appelé « Toumba-Yere » facilitait l'écoulement des cultures de rente de Mobaye (principalement le café et le cacao)¹². Selon les participants aux ateliers de planification, cette association n'est plus active pour cause de problèmes internes de gestion. L'Agence centrafricaine de développement agricole (ACDA) aussi serait absente depuis une dizaine d'années.

ÉLEVAGE

Dans la zone forestière de la Région agricole n°6, où se trouve Mobaye, l'élevage transhumant et sédentaire bovin, ainsi que l'élevage villageois du petit bétail étaient pratiqués historiquement¹³. **L'élevage bovin à Mobaye n'est plus pratiqué depuis les événements de 2013.** Les participants aux ateliers de planification ont exprimé qu'ils ne souhaitaient pas voir cette pratique réintroduite dans la zone, en raison des conflits qui pourraient survenir entre agriculteurs et éleveurs.

L'élevage actuellement pratiqué à Mobaye est le **petit élevage domestique de caprins, porcins et volailles qui a connu un net recul** depuis les événements de 2019. Ces activités sont pratiquées sur des parcelles individuelles, proches de habitations. Selon les acteurs économiques, le petit élevage est pratiqué par l'ensemble de la population, sans distinction de genre ou d'ethnie.

Les produits d'élevage sont principalement vendus et consommés localement. Quelques acteurs économiques arriveraient

à vendre leurs produits à Bangui et en RDC. Les acteurs économiques interrogés n'ont pas été d'accord concernant le niveau de concurrence de la filière d'élevage ; il semblerait que la concurrence pour la production soit élevée, malgré les cas de pertes de bétails (vols et maladies), pour une demande relativement faible.

Le produit le plus rentable serait les porcins, qui peuvent être vendus à un prix élevé, tandis que le produit le moins rentable serait les caprins, car l'entretien des bêtes est coûteux pour les éleveurs.

Les acteurs économiques interrogés ont rapporté que les éleveurs achetaient leur bétail auprès d'autres éleveurs dans la localité et sur le marché à bétails, situé à 7 km de Mobaye sur l'axe Alindao. Selon eux l'achat de bétails peut être effectué à tout moment de l'année.

La principale contrainte pour la pratique de l'élevage évoquée par les informateurs clés rencontrés, est relative aux **maladies** qui affectent le bétail et au manque de services vétérinaires. Selon eux, cela est particulièrement problématique en saison sèche, entre les mois de décembre et de février. Plusieurs répondants ont également rapporté des cas de vols de bétails comme une barrière au développement de la filière.

La filière de l'élevage de Mobaye n'est pas structurée en groupement, et les ateliers de planification ont confirmé qu'il n'y avait aucune association d'éleveurs, et ce même avant 2013. Selon les acteurs économiques rencontrés, le manque d'association est dû à une mauvaise entente entre les éleveurs.

Tableau 2. Analyse forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM) de la filière élevage à Mobaye

FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS	MENACES
Implantation historique de l'élevage bovin et de petit bétail.	Faible structuration de la filière. Absence de groupements et/ou associations. Absence de l'Agence nationale pour le développement de l'élevage (ANDE) et de services vétérinaires. Faible interconnexion avec les autres filières économiques locales. Faibles opportunités d'emploi.	Consultation des éleveurs sur les modes de coopération souhaités. Construction d'un abattoir et une chambre froide pour la conservation des viandes. Formation technique sur les pratiques de l'élevage. Affectation ou formation de techniciens d'élevage.	Vols de bétail. Maladies affectant les bêtes. Réticence locale vis-à-vis de l'élevage bovin.

¹² Les associations Toumba-Yere (« chasser la pauvreté » en sango) existent dans plusieurs parties de la RCA. A Mobaye, l'association a été créée à l'initiative de quelques planteurs de Mobaye, afin de relancer la filière du café comme culture de rente, et d'améliorer la commercialisation de la production (par l'organisation de la vente en gros par exemple).

¹³ Ministère de l'Agriculture et du développement rural, *Programme de développement agricole de la Région n°6*, 2016.

PÊCHE

A Mobaye, la pêche est pratiquée principalement pour la consommation et la vente locale et à Bangui. Selon les résultats de l'enquête, il semblerait que le **poisson soit un produit très important du commerce à Mobaye** ; les autorités locales interrogées ont affirmé qu'il s'agissait de l'activité économique la plus pratiquée de la localité. Les ethnies Sango et Ngbougou seraient majoritaires dans cette filière.

Un pêcheur expliquait que l'installation et la fabrication des filets était une activité plutôt réalisée par les hommes tandis que le séchage et la vente de poisson étaient principalement à la charge des femmes. Les enfants assisteraient souvent leurs parents dans la pratique de la pêche, mentionnée par les participants aux groupes de discussions communautaires comme une activité alternative pour les enfants dont les parents ne peuvent pas payer les frais de scolarité.

La pêche créerait ainsi des liens économiques importants entre différents acteurs de localité ; les poissons étant vendus sur le marché par les commerçants qui achètent les poissons en gros auprès des pêcheurs. Les pêcheurs et les commerçants ont rapporté de forts liens économiques entre eux, ainsi qu'avec les transporteurs. Selon les acteurs économiques, les activités de pêche fourniraient **beaucoup d'emplois** aux habitants de Mobaye, favorisant ainsi la cohésion sociale. Par ailleurs, la pêche permet de connecter la ville à d'autres pôles économiques. En particulier, les pêcheurs se déplacent parfois à Bambari, Bria ou encore en RDC pour acheter le matériel qui leur est nécessaire (pirogues et filets).

Les acteurs économiques rencontrés estimaient que la demande en poisson était moyenne, pour un niveau de concurrence élevé. Par conséquent, ils évoquaient la faiblesse de la demande comme une des barrières principales au développement de la filière.

Outre la **faible demande pour les produits de la pêche**, les acteurs économiques interrogés ont rapportés plusieurs barrières au développement de la filière. Tout d'abord, ils déplorent les difficultés de transport des poissons pour la vente hors de Mobaye. Ensuite, ils ont évoqué un **manque de matériel** (filets, hameçons et pirogues) et d'un dépôt pour stocker le poisson frais.

Les producteurs rencontrés ont décrit une dépendance de la filière par rapport aux saisons : les maladies affecteraient d'avantage les poissons pendant la saison sèche et la saison pluvieuse serait synonyme de manque de poisson et de difficultés de transport des produits pour la vente hors de la ville. Ainsi, les activités pourraient être effectuées de façon optimale seulement les quatre premiers mois de la saison sèche.

La **filière de la pêche semble bien structurée** ; les producteurs ont affirmé l'existence d'associations de pêcheurs, organisées par quartier ou selon le modèle des groupements économiques. Ces associations disposent d'une caisse commune qui permet de fournir un crédit aux pêcheurs qui ne peuvent pas payer leurs équipements. Toutefois, il n'y aurait aucun soutien extérieur apporté à la filière de la pêche, ni aucune activité du ministère des Eaux et forêts.

Tableau 2. Analyse forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM) de la filière pêche à Mobaye

FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> Structuration de la filière. Présence d'associations et de groupements. Forte demande de main d'œuvre. Source d'emploi local. Liens économiques avec d'autres filières (commerce et transport). Exportations de produits en RDC. 	<ul style="list-style-type: none"> Faible demande locale. Pratique artisanale. Manque d'équipements et d'outils de bonne qualité. Manque d'espaces de stockage des produits. 	<ul style="list-style-type: none"> Construction d'un espace de stockage (chambre froide). Introduction de la pisciculture. Formation des pêcheurs en techniques et utilisation des outils de pêche. 	<ul style="list-style-type: none"> Présence d'hippopotames et de caïmans sur le fleuve. Dépendance par rapport aux saisons. Contraintes logistiques pour la vente hors de Mobaye via les axes routiers.

COMMERCE

Mobaye accueille **un seul marché**, couvert et fonctionnel pendant toute l'année, y compris pendant la saison pluvieuse.

Des produits alimentaires et non-alimentaires, des médicaments et du matériel scolaire y sont vendus, tandis que les produits hygiéniques et les matériaux ne sont pas disponibles sur le marché. Les commerçants s'approvisionnent principalement auprès des producteurs locaux, notamment pour les produits alimentaires. L'approvisionnement en produits non-alimentaires se fait quant à lui principalement depuis Bangui et la RDC. Les commerçants congolais quant à eux viendraient s'approvisionner à Mobaye, principalement en produits agricoles selon les autorités locales. Les acteurs économiques ont rapporté une variation du commerce en fonction de la saisonnalité : de juillet à novembre le commerce alimentaire et l'approvisionnement en marchandises par les axes routiers sont perturbés par la saison pluvieuse.

Le **nombre de commerçants sur le marché a beaucoup diminué** au cours des deux dernières années, et selon le gestionnaire du marché, ceci serait principalement dû à une diminution d'acheteurs et une baisse des prix qui auraient entraîné une diminution des bénéfices pour les commerçants. Les ateliers de planification ont montré que la principale cause de diminution du nombre d'acheteurs et de commerçants serait le déplacement de la population vers la RDC pendant les événements violents de 2017 à 2019. Ces personnes ne seraient pas encore revenues en RCA selon plusieurs informateurs clés, à cause de l'insécurité de la zone de Mobaye, des taxes imposées aux commerçants par les groupes armés, et (pour ceux qui se sont déplacés en RCA) du mauvais état de routes. Le manque d'espace sur le marché de Mobaye, et le **mauvais état de routes** qui empêcheraient les activités de la commerce, découragent également quelques commerçants de revenir s'installer dans la localité.

Les commerçants de Mobaye payent une taxe communale mensuelle, à hauteur de de 1 000 XAF à la mairie qui assure la gestion du marché. Ils affirment également que les commerçants s'acquitteraient de taxes de 2 000 XAF auprès de chaque barrière rencontrée sur les axes.

Les associations de commerçants de Mobaye sont organisées par types de produits vendus (alimentaires, non alimentaires, bouchers, etc.). Elles se réunissent une fois par semaine et prélèvent des frais d'adhésion à hauteur de 2 000 XAF par membre adhérent selon les acteurs économiques rencontrés. Les tontines sont également pratiquées et les contributions financières varient selon chaque association.

Aucune aide extérieure n'a été reçue pour le fonctionnement du marché de Mobaye. Le gestionnaire de service affirme ne disposer d'aucun contact avec les ONG locales ou internationales

en ce sens. En revanche, la réhabilitation des routes *via* les projets de THIMO a été réalisée à Mobaye par le projet LONDO de la Banque mondiale.

PRINCIPALES CONTRAINTES EXPRIMÉES PAR LES GESTIONNAIRES DE SERVICE :

-  Les infrastructures routières dégradées
-  Le manque de ressources financières
-  Les taxes abusives

PRINCIPALES BARRIÈRES D'ACCÈS

Les membres de la communauté déplorent l'**approvisionnement insatisfaisant** du marché : en particulier l'absence de matériaux de construction et l'irrégularité de l'approvisionnement en produits alimentaires. Selon eux ceci serait principalement dû à la dégradation des routes et à l'insécurité sur les axes autour de Mobaye, y compris les barrières illégales et taxes imposées par les groupes armés. Comme alternative, la population consomme la production alimentaire, se rendent sur les petits marchés de quartier, ou se rendent au marché hebdomadaire à 10 km de la ville, sur l'axe Zangba.

En outre, le **manque ou la mauvaise qualité des infrastructures sur le marché** ont été soulignés par le gestionnaire du marché et les membres de la communauté rencontrés. Le marché manque d'espace par rapport au nombre de vendeurs et il est difficile de l'élargir à cause de sa position à proximité d'une route. Selon les personnes interrogées, le marché serait construit avec du matériel de mauvaise qualité et manquerait d'espace de stockage pour les produits frais. La dégradation des infrastructures routières autour de Mobaye aurait impacté négativement la vente des produits locaux à l'extérieur de la ville, comme c'était le cas avant la crise, en direction de Bangui, Bambari, Bria et Alindao ou alors à l'extérieur, vers la RDC ou le Soudan.

L'enquête a mis en lumière la crise économique provoquée par **l'insécurité de la localité**. Les affrontements dans la zone ont entraîné une perturbation de toutes les activités génératrices de revenus (AGR), un manque d'accès aux zones agricoles et la fuite d'une large partie de la population à l'extérieur de la ville. Par conséquent, les personnes rencontrées ont mentionné un taux de chômage élevé, particulièrement parmi les jeunes, une chute du pouvoir d'achat de la population et une faible demande pour les produits vendus. Finalement plusieurs groupes de discussion communautaires et informateurs clés ont souligné le manque de pièces de monnaie sur le marché. Les échanges de « bien pour bien » ne se pratiqueraient pas à Mobaye. Les acteurs économiques ont souligné l'absence de système de crédit en dehors des tontines traditionnelles.

Gouvernance locale

REPRÉSENTATION

Les **chefs de quartier apparaissent comme des interlocuteurs privilégiés** de la communauté. Celle-ci leur fait confiance quant au développement local et souhaite qu'ils soient davantage associés aux activités des ONG. Les **leaders religieux et les représentants de la jeunesse semblent également perçus positivement** par la communauté.

La transmission des informations se fait traditionnellement selon une ligne hiérarchique, allant de la préfecture et sous-préfecture vers la mairie, puis vers les chefs de groupe et de quartier, qui disposent à leur tour d'agents mobilisateurs pour atteindre la communauté. L'association de la jeunesse de Mobaye dispose également d'antennes dans chaque quartier, qui peuvent servir à relayer des informations. Selon les informateurs clés interrogés, des **réunions d'information ou de sensibilisation sont régulièrement organisées** auprès de la communauté par la mairie ou la préfecture. Elles peuvent porter sur la cohésion sociale, l'alphabétisation, la pandémie de COVID-19, ou encore la réintégration d'anciens membres de groupes armés.

JUSTICE ET COHÉSION SOCIALE

Les groupes de discussion ont suscité des **avis divergents concernant la cohésion sociale** à Mobaye. Certains participants estiment qu'elle est dégradée, du fait d'une mauvaise entente entre certaines communautés. Les causes de cette mauvaise entente sont parfois expliquées sous l'angle ethnique et parfois sous l'angle religieux.

Selon des informateurs clés, un **comité de paix** aurait été créé en 2017 par les leaders religieux avec le soutien de la MINUSCA. Mais certains participants aux groupes de discussion estiment que leur médiation ne fonctionne pas et que les tensions persistent. La mairie et la préfecture semblent également jouer un rôle de médiation au sein de la localité, notamment à travers des activités (assainissement, THIMO) regroupant l'ensemble des habitants.

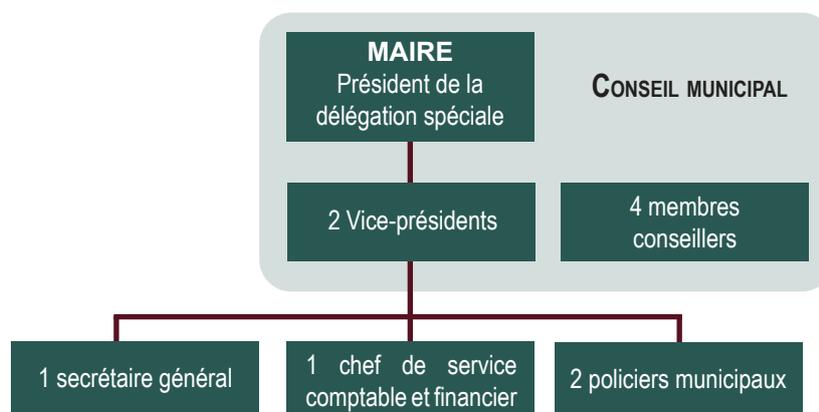
Les sessions du **tribunal coutumier** sont en général gérées par les chefs de groupe et de quartier, sous la supervision de la mairie. Ils traitent la plupart du temps de litiges conjugaux et de conflits fonciers.

La nouvelle loi n° 20-008, datant d'avril 2020, définit le nouveau cadre de la décentralisation en République centrafricaine. Les collectivités territoriales ont toujours pour mission d'administrer et aménager leur territoire, d'encourager le développement économique, social et environnemental local. Elles doivent également disposer des forces publiques nécessaires pour le maintien de l'ordre.

En particulier, le statut des communes a été révisé. Contrairement à l'ordonnance 88, les communes n'ont plus le statut de délégations spéciales, mais disposent, dans les textes, d'une autonomie administrative et financière. Elles jouissent de compétences propres (voirie, assainissement public, gestion de l'Etat civil et du domaine, aide sociale et police communale) et partagées avec l'Etat central (précisées par décrets). Le maire et ses adjoints sont élus par et parmi les membres du conseil municipal, élus eux par la communauté au suffrage universel direct. Le nombre de conseillers municipaux est fixé par ladite loi, dépendamment du nombre d'habitants résidant dans la commune. Ils sont élus pour un mandat de 7 ans. Le nombre d'adjoints au maire dépend également de la taille de la commune (2 adjoints pour une commune de moins de 20 000 habitants). Le conseil municipal devrait se réunir en sessions ordinaires deux fois par an.

Les services déconcentrés de l'Etat assistent quant à eux les collectivités dans l'exercice de leurs missions, dans leurs domaines de compétences techniques respectifs. Les agents des services techniques sont placés sous l'autorité des directeurs de région.

Diagnostic institutionnel



Le conseil municipal de Mobaye rassemble le **président de la délégation spéciale**, nommé en avril 2020, **deux vice-présidents** et **4 membres conseillers** nommés par décret en septembre 2020. Le conseil devrait se réunir une fois par an, ce qui ne s'est toutefois pas produit depuis 2012, selon un informateur clé. La mairie indemnise les membres de la délégation spéciale, qui mènent tous des activités professionnelles par ailleurs, et rémunère quatre agents : un secrétaire général, un chef de service comptable et financier et deux policiers municipaux. Deux collecteurs de marché et deux employés de voirie sont quant à eux employés sous un régime temporaire. Selon un informateur clé, le personnel municipal est en poste en moyenne depuis 10 à 15 ans.

Les **ressources financières de la mairie sont théoriquement les subventions de l'État et les taxes locales**. Les subventions de l'État qui devraient être versées annuellement au budget de la commune ne le sont pas, selon les informateurs clés. La mairie prélève néanmoins un certain nombre de taxes, notamment sur les marchés : la taxe d'État civil, les amendes forfaitaires du tribunal de conciliation et la taxe sur les achats fonciers. La redevance de l'antenne de télécommunication constituerait également une ressource financière importante pour les services municipaux.

Le dernier budget officiel voté par le conseil municipal remonte à 2012 et s'élevait à 12 millions de XAF. Les principaux postes de dépense sont les indemnités des membres de la délégation et les salaires du personnel, les fournitures et matériels de

fonctionnement. Certains investissements souhaités ne sont pas réalisés par manque de ressources financières, comme la réhabilitation d'une auberge municipale.

Il existe une **forte volonté de formation du personnel de la mairie**, notamment sur l'administration générale et les questions financières.

La préfecture rassemble quant à elle, selon les informateurs clés interrogés, le service statistique, le service du plan, l'inspection des impôts, le contrôleur financier préfectoral, l'inspection préfectorale du Travail, l'inspection de la Jeunesse et des Sports, le service des Transports, le chef de secteur sanitaire et chef de secteur éducatif. Le chef de secteur de l'ACDA est basé quant à lui à Alindao et travaille sur l'ensemble de la Basse-Kotto. Les informateurs clés rencontrés soulignent le besoin de réhabiliter certains bâtiments dédiés aux activités préfectorales (préfecture, résidence du préfet, bâtiment des services des Affaires sociales et autres services techniques, réhabilitation d'un centre internet) et de doter la préfecture en moyens de déplacement.

Autoévaluation des organisations de la société civile (OSC)

Les équipes AGORA ont utilisé une version adaptée et allégée de l'outil *Taking the Lead* développé par OXFAM, dans chacune des 21 localités ciblées. Dans le cadre de RELSUDE, *Taking the Lead* consiste en l'autodiagnostic des capacités des OSC. Les OSC sont identifiées à travers un appel à manifestation d'intérêt. Puis, sur la base d'une grille de critères élaborée avec OXFAM, entre 5 et 10 organisations sont conviées à un atelier pour autoévaluer leurs capacités techniques et organisationnelles, en tant qu'acteur de la ville. La méthodologie adoptée consiste en des groupes de discussion conduits par des animateurs sur la base d'un guide. La liste des critères comprend des aspects administratifs (statut officiel et règlement intérieur), techniques (domaines et approches d'intervention) et qualitatifs (perception de l'Organisation sur ses actions et impacts au niveau local). **L'analyse ci-dessous a été réalisée par OXFAM** sur la base des données collectées par AGORA auprès des OSC.



Capacité organisationnelle et structurelle

Les OSC de la localité de Mobaye souffrent d'un déficit en matière d'organisation et de structuration. En effet, le système de management stratégique et opérationnel de ces OSC n'est pas planifié au moyen d'un processus participatif et inclusif. Aussi, la coordination locale des OSC n'a pas instauré en son sein, la tenue régulière de réunions facilitant le partage et les remontées d'information. Par ailleurs, les OSC devraient mener une réflexion sur l'analyse (l'identification, la hiérarchisation et la cartographie) de leurs parties prenantes. Cette réflexion permettra de déterminer à la fois leur sphère et leur degré d'influence. Ce travail d'analyse mettra en évidence les principaux axes sur lesquels les OSC pourraient agir, pour promouvoir le relèvement local. En outre, dans une perspective de redevabilité envers les communautés, les OSC n'ont déployé aucun dispositif efficace relatif à la communication.

Capacité d'intervention

Les principales interventions des OSC de la localité de Mobaye se focalisent autour des thématiques de protection, EHA, sécurité alimentaire et éducation. A quelques exceptions près et selon les zones, ces interventions obéissent aux principes et normes humanitaires. Les OSC associent plusieurs approches méthodologiques dans leur démarche d'intervention, notamment l'approche de protection à base communautaire. Des dispositifs d'identification des besoins et de sélection des bénéficiaires de projets sont mis en place. Cependant, de nombreux dysfonctionnements dans les mécanismes de réalisation de projets, de suivi-évaluation et de *reporting* sont à souligner. Ces dysfonctionnements affaiblissent durablement la capacité d'intervention des OSC. Par ailleurs, afin d'entretenir une mémoire institutionnelle et de partager les bonnes pratiques, les OSC devraient capitaliser sur les approches et les méthodes expérimentées précédemment.

Redevabilité, autonomisation et participation citoyenne

Les OSC de la zone de Mobaye n'ont pas développé une stratégie pertinente en matière de redevabilité, autonomisation et participation citoyenne. De fait, tous les partenaires des OSC sont informés de manière très aléatoire des tenants et aboutissants des projets mis en place. Cette situation est souvent source de tension entre les OSC et leurs parties prenantes. Par ailleurs, les OSC sont conscientes de leur participation au processus de relèvement, mais elles n'ont pas identifié leurs axes prioritaires d'implication.

Besoin d'appui et d'accompagnement des OSC

Afin de remédier aux dysfonctionnements et problématiques stratégiques, managériaux et opérationnels observés au sein des OSC, les axes de renforcement des capacités ci-après les aideraient à apporter leur contribution dans le processus de relèvement de la zone de Mobaye.

Axes prioritaires :

- Appui organisationnel et structurel : analyse des enjeux relatifs au relèvement local, sphère d'influence et identification des parties prenantes ;
- Gouvernance associative : vision, valeur et mandat, planification stratégique, gestion financière, gestion de projet, communication interne et externe ;
- Gestion opérationnelle : planification opérationnelle, principes et normes humanitaires (approche, méthodes, outils), participation citoyenne et redevabilité (approche, méthodes, outils), capitalisation et apprentissage des leçons apprises, paix et cohésion sociale.

Axes secondaires :

- Développement local (approche, méthodes, outils) ;
- Recherche de financement.

Planification du relèvement

MOBAYE

La priorisation des activités de relèvement s'est faite à deux échelles : inter et intra sectorielles. Par secteur, les priorités sont présentées dans l'ordre établi par les communautés au cours des ateliers de planification. Cet ordre ne correspond pas nécessairement à un ordre chronologique. Les « actions » mentionnées au sein de chaque priorité correspondent aux actions évoquées par la communauté pour atteindre un objectif, elles ne sont pas classées dans un ordre spécifique.

Eau



ACTEURS IDENTIFIÉS

- **Leaders communautaires**
Identification des ouvriers qualifiés (absence de foreur au niveau local) et récipiendaires des dotations pour la maintenance. Identification des sites à réhabiliter ou à aménager.
- **Société civile**
Association locale « Exobène », qui réalise des travaux de construction.
- **Autorités institutionnelles**
La mairie, la sous-préfecture, et le représentant du ministère de l'Economie, du plan et de la coopération.



DOCUMENTATION

- Agence nationale de l'eau et de l'assainissement, *Normes et directives en matière d'eau et d'assainissement en milieu rural et semi-urbain*, 2013.
- Ministère du développement de l'énergie et des ressources hydrauliques et cluster WASH, *Cadre stratégique opérationnel : Eau, hygiène et assainissement en situation d'urgence*, novembre 2020.
- Ministère du développement de l'énergie et des ressources hydrauliques et cluster WASH, *Bordereau des prix unitaires des ouvrages et activités WASH en situation d'urgence*, septembre 2019.
- Ministère du développement de l'énergie et des ressources hydrauliques, *Plan d'action 2020 de la Direction générale des ressources hydrauliques*.



HISTORIQUE

- Il a été rapporté que les ONG **AHA et NRC** avaient réalisé des aménagements de puits et des réhabilitations de forages. La communauté semble en être satisfaite, mais regrette que le nombre d'ouvrages construits ou réhabilités ne soit pas encore suffisant par rapport au nombre d'utilisateurs.



BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

- **Installer** une pancarte et construire une clôture pour chaque point d'eau.
- **Traiter** tous les puits avant de les aménager.
- **Contrôler** la qualité des ouvrages réalisés, afin de progresser vers un objectif de développement et non plus d'urgence : les points d'eau doivent être suffisamment profonds afin que de l'eau soit disponible de façon continue et durable, y compris en saison sèche.
- **Impliquer** la communauté lors de la mise en œuvre des activités de construction ou de réhabilitation d'ouvrages via un recrutement local des ouvriers qualifiés.

Eau

PRIORITÉ 1 - Construire, réhabiliter et améliorer les points d'eau



Court terme



Moyen terme



Long terme

Construire de nouveaux points d'eau

Aménager les puits avec des pompes à main

Les nouveaux points d'eau pourraient être construits, avec l'accord des chefs de quartier, dans les lieux suivants identifiés comme prioritaires par la communauté :

- Groupement Centre commercial : quartier Courbe – Ioba ; Gbama 2 ;
- Groupement Ndouhou : quartiers Ndouhou centre, Sinda, Mission Elim et Bangui ville ;
- Groupement Gbamangui : quartier Lembo-yakpa 1 ;
- Groupement Tongba-Nzenguet : quartiers Gboronga-lembo 2 et Latin ;
- Groupement Tongba-Vondo : quartiers Mofounga-Mbouï et Paris Congo ;
- Groupement Somba : quartiers Mouné et Danga ;
- Groupement Loumba : quartier Sinda 1.

L'objectif serait d'avoir au moins un forage par quartier, conformément aux normes de l'ANEA qui prévoient 1 forage équipé de pompe à motricité humaine pour une population de 250 à 500 habitants.

PRIORITÉ 2 - Créer et appuyer les comités de gestion (COGES)



Court terme



Moyen terme



Long terme

Créer des comités de gestion

Former des techniciens de maintenance

Doter les comités de gestion de matériel de maintenance

La communauté voit la création de COGES comme très importante pour le bon fonctionnement des points d'eau et leur pérennité.

Selon les normes de l'ANEA, chaque point d'eau devrait avoir un COGES, renouvelé chaque année par assemblée communale. L'assemblée communale doit notamment décider du prix d'utilisation des points d'eau. A défaut de pouvoir se déplacer dans la localité, l'agence pourrait fournir les modules de formation dont elle dispose. Ceux-ci sont disponibles au niveau de la direction générale à Bangui.

Hygiène et assainissement



ACTEURS IDENTIFIÉS

- **Mairie**
Identification des ouvriers qualifiés, gestion des dotations et supervision des travaux. Sensibilisation de la population à l'usage des latrines communautaires.
- **Chefs de quartier**
Suivi de la construction des latrines familiales et gestion des dotations en matériel d'entretien.
- **Société civile**
Association locale « Exobène », qui réalise des travaux de construction, notamment pour les dépôts d'ordures.



HISTORIQUE

- Certains informateurs clés ont rapporté que l'ONG **AHA** avait appuyé la construction de latrines familiales en 2018.
- Depuis 2019, l'ONG **NRC** a réalisé des activités d'urgence dans le secteur de l'hygiène et l'assainissement à Mobaye : distribution de kits d'hygiène en 2019 suite aux inondations, construction de latrines d'urgence, sensibilisation de la population aux bonnes pratiques de l'hygiène¹⁴. Il a été rapporté au cours du diagnostic AGORA, que NRC avait également organisé la construction de latrines en milieu scolaire et pour certains services administratifs.
- En 2020, l'ONG « **La verdure** » a distribué des kits d'hygiène auprès de l'école préfectorale Meneke, l'ONG **CRS** a également distribué des kits d'hygiène auprès des formations sanitaires (FOSA) dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, et l'ONG Action pour le développement durable en Centrafrique (**ADDC**) s'est chargé de la formation de comités d'hygiène et d'assainissement dans les FOSA également.



DOCUMENTATION

- Agence nationale de l'eau et de l'assainissement, *Normes et directives en matière d'eau et d'assainissement en milieu rural et semi-urbain*, 2013.
- Ministère du développement de l'énergie et des ressources hydrauliques et cluster WASH, *Cadre stratégique opérationnel : Eau, hygiène et assainissement en situation d'urgence*, novembre 2020.
- Ministère du développement de l'énergie et des ressources hydrauliques et cluster WASH, *Bordereau des prix unitaires des ouvrages et activités WASH en situation d'urgence*, septembre 2019.
- Ministère du développement de l'énergie et des ressources hydrauliques, *Plan d'action 2020 de la Direction générale des ressources hydrauliques*.



BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

- **Insister** sur la sensibilisation de la communauté à la construction et l'usage de latrines familiales. La mairie pourrait mettre en place un système d'amende en cas de non-respect des indications.
- **Impliquer** la communauté lors de la mise en œuvre des activités de construction via un recrutement local des ouvriers qualifiés.

¹⁴ Cluster WASH, *Matrice 5W*, janvier 2021.

Hygiène et assainissement

PRIORITÉ 1 - Appuyer la construction de latrines familiales et communautaires



Court terme



Moyen terme



Long terme

Appuyer les familles en matériaux de construction et d'entretien

Construire des latrines communautaires

Sensibiliser la communauté à la construction et l'usage des latrines familiales et communautaires

La construction de latrines communautaires pourrait se faire en priorité à proximité du marché, de la gare routière, du terrain de sport municipal, du port fluvial, sous la forme de 4 cabines (2 blocs pour les hommes et 2 blocs pour les femmes).

Un comité de gestion devrait être mis en place pour les latrines construites selon les normes de l'ANEA, qui prévoient également la tarification de l'utilisation des latrines à environ 25 XAF. L'assainissement public fait partie du mandat de l'ANEA. Si besoin, les agents de l'ANEA disposent également des compétences techniques pour former les acteurs de la société civile. Le support de formation est disponible auprès de la direction régionale de l'Hydraulique. L'ANEA n'est toutefois pas présente dans la localité à ce jour. La mairie semble avoir été identifiée comme l'acteur clé en matière de sensibilisation.

PRIORITÉ 2 - Construire des dépôts d'ordures



Court terme



Moyen terme



Long terme

Construction d'un site de dépôt et de traitement des déchets au quartier Moussaï

Dotation de matériel de traitement des déchets

Mise en place de poubelles dans l'espace public

Les poubelles publiques pourraient être réparties de la façon suivante, selon la communauté :

- Marché : 5 bacs à poubelle ;
- Port fluvial : 5 bacs à poubelle ;
- Gare routière : 3 bacs à poubelle ;
- Écoles : 2 bacs à poubelle par école (12 au total) ;
- Églises : 2 bacs à poubelle par église ;
- Structures de santé : 2 bacs à poubelle (4 au total) ;
- Mosquée centrale : 2 bacs à poubelle.

Des poubelles pourraient être placées aux croisements, à raison de huit poubelles par groupement.

Les dotations en matériel de traitement pourraient inclure : des brouettes, des pelles, des fourches, des gants, des bottes et des cache-nez.

Éducation



ACTEURS IDENTIFIÉS

- **Chef secteur scolaire**
Coordination des travaux avec les ONG et les acteurs locaux (chefs de quartier, chefs de groupe, leaders religieux, société civile).
- **Directeurs d'établissements**
Identification des besoins précis et gestion des dotations en matériel pédagogique.
- **Société civile**
Association des parents d'élève (APE) : supervision des dotations en matériel pédagogique.
Association « Exobène » pour les travaux de construction/réhabilitation.
Associations « Mamboko na mamboko » et « Songo Ndjoni » pour l'approvisionnement local en matériaux de construction.
- **Inspection académique du Sud-Est, basée à Bangassou**
Formation des maître-parents. Coordination au niveau régional.



HISTORIQUE

- Les **églises Catholique et Elim** ont construit des écoles privées sur leurs fonds propres avec des matériaux locaux, ouvertes à l'ensemble de la population, qui semble satisfaite de ces écoles.
- Parmi ses activités dans la localité, l'ONG **NRC** a appuyé la construction de bâtiments scolaires et la prise en charge de maître-parents. L'ONG **Enfant sans frontières** assure également une prise en charge des maître-parents, ainsi que des dotations en fournitures scolaires et matériels didactiques. Fin 2020, elle menait également un projet de construction d'infrastructures scolaires. Les activités réalisées par ces ONG apparaissent globalement satisfaisantes aux yeux des participants aux groupes de discussion.



DOCUMENTATION

- Ministère de l'Education nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MENESRS), *Vision stratégique 2017-2021*.
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), *Programme de coopération RCA : 2018-2021, Composante éducation*.
- Inter-agency network for education in emergencies (INEE), *Normes minimales pour l'éducation : préparation, intervention, relèvement, 2010*.
- Cluster Education, *Stratégie Cluster Education, République centrafricaine 2019-2021*.



BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

- **S'assurer** que les dotations en matériel didactique sont réalisées avec transparence et équité.
- **Assurer** une prise en charge plus régulière des maître-parents.
- **Sensibiliser** les élèves et les équipes enseignantes aux questions de violences basées sur le genre (VBG).

Éducation

PRIORITÉ 1 - Appuyer le personnel enseignant



Court terme



Moyen terme



Long terme

Former et prendre en charge les maître-parents

La prise en charge des maitre-parents serait évaluée à 30 000 XAF par mois.

L'affectation du personnel qualifié est en partie liée à la perception de la sécurité dans la localité et à la propagation des rumeurs. Un travail d'information pourrait être entrepris en lien avec la radio communautaire locale.

Appuyer l'affectation d'enseignants qualifiés dans la localité

PRIORITÉ 2 - Appuyer les apprenants



Court terme



Moyen terme



Long terme

Doter les élèves en fournitures scolaires (ardoises, stylos bic, crayons, gommes, craies, cahiers)

Les cours d'alphabétisation se tiendraient tous les après-midis. Les enseignants peuvent être identifiés par l'église et les chefs de quartier.

Prendre en charge les orphelins non scolarisés

La prise en charge des orphelins pourrait inclure les frais d'inscription et la dotation de kits scolaires.

Soutenir les cours d'alphabétisation

PRIORITÉ 3 - Construire et équiper des infrastructures scolaires



Court terme



Moyen terme



Long terme

Construire des nouvelles salles de classe (3-4 par école)

La communauté insiste sur la nécessité de prévoir un nombre suffisant de salles de classe pour pouvoir accueillir les élèves dans de bonnes conditions. Cela a été mentionné à plusieurs reprises au cours du diagnostic et des ateliers de planification.

Doter les établissements en équipements pédagogiques

Santé



ACTEURS IDENTIFIÉS

- **Mairie**
Identification des ouvriers qualifiés et coordination des activités avec les ONG et les acteurs locaux (chefs de quartier, chefs de groupe, leaders religieux, société civile).
- **Préfet**
Supervision des activités, notamment de construction. Information de la population sur les modalités de prises en charge dans les structures de santé.
- **Médecin chef du district sanitaire**
Identification des besoins précis et coordination au niveau du district sanitaire (Mobaye-Zangba) au sein de la Région sanitaire n°6.
- **COGES des FOSA**
Identification des besoins précis, supervision des dotations.



HISTORIQUE

- Deux ONG semblent très actives sur les questions de santé à Mobaye :
 - L'ONG **CORDAID** a réalisé des dotations en médicaments aux deux infrastructures de santé. Elle a permis la prise en charge financière du personnel soignant et en a renforcé les capacités. Elle a également participé à la réhabilitation de certains bâtiments ;
 - L'ONG **AHA** a mené des activités de lutte contre la malnutrition infantile et a également appuyé le personnel soignant. Elle a réalisé des dotations en kits d'hygiène pour les femmes allaitantes, tout en les sensibilisant aux bénéfices des accouchements en centre de santé.

La population semble satisfaite de ces activités, même si elles ne comblent pas l'ensemble des besoins.



DOCUMENTATION

- Ministère de la Santé publique, de la population et de la lutte contre le SIDA, *Normes relatives au district de santé*, 2010. En particulier :
 - La section 6.2 spécifie le type d'infrastructure nécessaire en fonction de la taille de la population ;
 - Les sections 6.3 et 6.4 présentent la liste des personnels requis selon le type d'infrastructure ;
 - La section 6.5 précise les bâtiments et salles nécessaires selon le type d'infrastructure de santé ;
 - Les sections 6.5.3 et 6.6 détaillent les exigences en équipements requis pour un hôpital de district et un centre de santé.
- Ministère de la Santé publique, de la population et de la lutte contre le SIDA, *Décret n.19-031 portant gratuité ciblée des soins dans les formations sanitaires en République centrafricaine*, février 2019.
- Ministère de la Santé publique, de la population et de la lutte contre le SIDA, *Rapport de l'atelier de dialogue stratégique pour renforcer la coordination et les actions relatives au VIH dans le contexte humanitaire en République centrafricaine*, décembre 2019.
- Ministère de la Santé publique, de la population et de la lutte contre le SIDA, *Programme national définissant les stratégies en matière de lutte contre le VIH*, disponible auprès du Cluster Santé et nutrition.
- Ministère de la Santé publique, de la population et de la lutte contre le SIDA, *Plan de transition du secteur santé en République centrafricaine*, 2015-2016, février 2015.



BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

- **Faire en sorte** que le COGES et le médecin chef veillent à la bonne gestion des dotations en matériel médical et médicaments.

Santé

PRIORITÉ 1 - Équiper et agrandir les infrastructures de santé



Court terme



Moyen terme



Long terme

Doter les infrastructures en médicaments

Doter les infrastructures en matériel biomédical et en moyen de transport médicalisé

Agrandir l'hôpital de district et le centre de santé urbain

Les dotations en médicaments sont clairement identifiées comme la priorité à court terme. A plus long terme, l'hôpital de district pourrait bénéficier d'un bâtiment supplémentaire (2 salles) pour le service de pédiatrie et le centre de santé d'un bâtiment pour la maternité.

PRIORITÉ 2 - Renforcement des capacités du personnel de santé



Court terme



Moyen terme



Long terme

Former le personnel de santé (en priorité sur l'obstétrique et la déontologie professionnelle)

Appuyer l'affectation du personnel qualifié et assurer son accompagnement

Permettre la gratuité des soins pour le plus grand nombre

L'affectation de personnel de santé viserait en priorité des sages-femmes, des infirmiers diplômés, des chirurgiens et des laborantins.

Le décret n.19-031 portant gratuité ciblée des soins dans les formations sanitaires en République centrafricaine, prévoit la gratuité des soins pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans.

Commerce



ACTEURS IDENTIFIÉS

- **Mairie**
Identification des besoins et des personnes ressources. Coordination des activités avec les ONG et les acteurs locaux (chefs de quartier, chefs de groupe, leaders religieux, société civile). En tant que gestionnaire du marché, la mairie reste l'interlocuteur principal pour la plupart des questions liées au commerce.
- **Associations de commerçants**
Consultation sur les besoins précis.



DOCUMENTATION

- Suivi des marchés, REACH, *Bulletins mensuels sur les prix et disponibilités de produits essentiels*.
- Matrice 4W du groupe de travail « Cash Working Group ».
- Cash learning partnership (CaLP), *Delivering Money: Cash Transfer Mechanisms in Emergencies*, 2010.
- Harvey P. and Bailey S., *Good Practice Review 11: Cash Transfer Programming in Emergencies*, 2011.



HISTORIQUE

- La **MINUSCA** participait à la réhabilitation du marché fin 2020.



BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

- **Renforcer** en priorité les instruments financiers communautaires ou de proximité car les organismes de microfinance sont présents en RCA mais concentrés à Bangui¹⁵. La création d'associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) pourrait être envisagée : première échelle de microfinance au-dessus de la tontine elles permettent un accès facile et non-contraignant au crédit à moyen terme (le cycle de crédit dure de 3 à 9 mois).

Il serait préférable que les commerçants présentent un plan d'affaires ou d'investissement pour accéder au crédit, afin d'assurer que les crédits soient rentables, ou *a minima* bien utilisés¹⁶.

¹⁵ Entretien avec un chef de projet relance économique, ACTED, septembre 2020, Bangui.

¹⁶ Entretien avec un chef de projet relance économique, OXFAM, septembre 2020, Bangui.

Commerce

PRIORITÉ 1 - Améliorer l'accès des commerçants à des ressources financières



Court terme



Moyen terme



Long terme

Créer un bureau d'échange de pièces de monnaie

Appuyer les mécanismes de crédit (ton-tines, associations villageoises d'épargne et de crédit – AVEC)

Renforcer les capacités des associations de commerçants (formation en gestion, en comptabilité, etc.)

Doter les groupements en ressources financières

Voir « Bonnes et mauvaises pratiques ».

PRIORITÉ 2 - Améliorer les infrastructures commerciales et routières



Court terme



Moyen terme



Long terme

Réhabiliter en priorité les axes Mobaye-Alindao et Mobaye-Zangba

Réhabiliter et agrandir le marché central

L'état des infrastructures routières demeure un important frein aux activités marchandes. Le développement de ces dernières s'avère donc en grande partie lié à l'amélioration des conditions de circulation sur les axes.

Un projet de réhabilitation du marché par la MINUSCA Civile d'Alindao a été évoqué lors de l'enquête. Il serait intéressant de se rapprocher de cet acteur pour davantage d'informations.

Agriculture et élevage



ACTEURS IDENTIFIÉS

- **Mairie et sous-préfecture**
Coordination des activités avec les ONG et les acteurs locaux (chefs de quartier, chefs de groupe, leaders religieux, société civile).
- **Chefs de groupement et de quartier**
Identification des groupements agro-pastoraux et participation à leur création.
- **Chef de service préfectoral de l'Agriculture**
Supervision des activités agricoles, notamment des formations techniques.
- **Chef de service préfectoral du Plan**
Appui administratif à la création de groupements agro-pastoraux.
- **Commission nationale de l'environnement et du développement durable (CNEDD) et son agence d'exécution l'Agence pour l'environnement et le développement durable (AEDD)**
Consultation pour les questions relatives aux intrants agricoles. L'article 31 du code de l'environnement mentionne l'existence d'une liste d'engrais et pesticides chimiques homologués dans le cadre des activités agricoles. Les entités citées doivent pouvoir en fournir une copie.
- **L'ANDE** n'est pas présente à Mobaye.



DOCUMENTATION

- FAO, *Calendrier agricole de la République centrafricaine*.
- Ministère de l'Agriculture et du développement rural, *Programme de développement agricole de la région n°6 préfectures du Mbomou, de la Basse-Kotto et du Haut-Mbomou*.
- Ministère de l'Agriculture et du développement rural, *Programme agricole intégré de résilience, de sécurité alimentaire et de relance économique (PAIRSARE) 2016-2021*.
- CNEDD/ AEDD : Liste d'engrais et pesticides chimiques homologués dans le cadre des activités agricoles. Mentionnée dans le Code de l'environnement (Article 31). Copies disponibles en principe auprès de la CNEDD et l'AEDD.
- Cluster Sécurité alimentaire, *Carte de la présence des structures décentralisées du ministère de l'Agriculture*, octobre 2020
- Cluster Sécurité alimentaire, *Dashboard activités des partenaires du Cluster Sécurité alimentaire en RCA*, 2020.
- Le statut révisé de l'ANDE, adopté en 2020. Ce statut prévoit maintenant la division du territoire national en sept directions régionales (contre trois actuellement). Cette réorganisation devrait permettre aux agents de disposer de plus de ressources pour des zones d'intervention plus restreintes.
- Décision de l'ANDE sur les prix fixés des vaccinations animales, document disponible au bureau central de l'ANDE à Bangui¹⁷.

¹⁷ Entretien avec la direction régionale de l'ACDA, septembre 2020, Bambari.

Agriculture et élevage



HISTORIQUE

- Un certain nombre d'activités de soutien au développement agricole ont eu lieu à Mobaye ces deux dernières années. En 2019, le **chef de service préfectoral de l'Agriculture** a proposé un traitement à base de biopesticides. La même année, l'ONG « **La verdure** » a réalisé une distribution de semences maraîchères (tomate, petits oignons, amarante, chou, épinard) et l'ONG **AHA** a organisé une foire agricole. Aucune de ces activités n'est apparue totalement satisfaisante à la communauté, selon les participants aux groupes de discussion.
- En 2020, l'ONG **NRC** a organisé des distributions de semences et d'intrants agricoles.



BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

- **Respecter** le calendrier agricole : la formation des groupements et les distributions d'intrants doivent se faire respectivement en février et en mars.
- **S'assurer** de la qualité des semences et du matériel distribué, ainsi que de la transparence du processus de distribution et effectuer un suivi des activités. Les produits phytosanitaires et engrais devraient être en priorité composés d'éléments naturels (bio pesticides), disponibles sur place.

Agriculture et élevage

PRIORITÉ 1 - Appuyer les groupements agro-pastoraux



Court terme



Moyen terme



Long terme

Doter les groupements en intrants agricoles (outils, semences, produits phytosanitaires)

Former les groupements aux techniques culturales

Appuyer l'affectation d'un agent agricole qui assurerait le suivi des groupements

Les foires semblent un modèle de distribution à privilégier selon les participants aux groupes de discussion, car il permet aux acteurs locaux d'écouler une partie de leur production, avec des semences adaptées au contexte agro-écologique.

Bien que complexe sur le plan logistique, la foire permet surtout à ce que tous les profils de producteurs se fournissent en fonction de leurs besoins et de leurs capacités de culture¹⁸. Cette modalité demande de l'anticipation afin d'être en mesure de respecter le calendrier agricole : l'idéal est d'organiser la foire au moins un mois avant le début de la période de semis afin que les agriculteurs disposent des semences à temps et que les commerçants puissent écouler leurs éventuels surplus suite à la foire. L'identification de semences adaptées aux caractéristiques agro-écologiques de la zone devrait être entreprise en lien avec le chef secteur de l'ACDA, qualifié en matière. Des tests de germination devraient être réalisés afin de sélectionner les meilleures semences à proposer lors de la foire.

¹⁸ Entretien avec un chef de projet de sécurité alimentaire, ACTED, novembre 2020, Bangui.

PRIORITÉ 2 - Promouvoir la culture attelée



Court terme



Moyen terme



Long terme

Doter les groupements de charrues et bœufs

La culture attelée a été pratiquée en Basse-Kotto. Entre les années 1990 et 2005, la Société centrafricaine de développement agricole (SOCADA) avait encouragé cette pratique, principalement dans le cadre de la culture cotonnière *via* deux stratégies :

- la mise à disposition d'un « crédit culture attelée » pour les cultivateurs de coton, d'un montant correspondant à la valeur de l'équipement nécessaire pour la pratique de culture attelée. Les agriculteurs pouvaient rembourser cette somme à moyen terme, sur 3 à 4 ans, en donnant un pourcentage de leurs ventes à la société ;
- la mise à disposition directe du matériel nécessaire auprès des membres des groupements d'intérêts ruraux (GIR).

Agriculture et élevage

PRIORITÉ 3 - Relancer l'élevage de petit bétail

Court terme

Moyen terme

Long terme

Consulter les éleveurs sur le type de mécanisme d'entraide mutuelle qu'ils souhaiteraient mettre en place

Doter les groupements en petit bétail et en matériel (clôtures notamment)

Construire une pharmacie vétérinaire et la doter en médicaments

Appuyer l'affectation de techniciens (agents d'élevage) dans la localité

Organiser la filière de transformation (construction d'un abattoir et d'espaces de stockage réfrigérés)

La dotation en bétails devrait s'accompagner d'une formation, si possible de la part de l'ANDE, sur le logement des bêtes, l'organisation d'un système de rotation entre les membres du groupement pour assurer le nettoyage des enclos et nourrir les bêtes, et la mise place d'une caisse commune pour l'achat de médicaments ou de nourriture pour les bêtes. La dotation en clôtures a été particulièrement souhaitée par les producteurs interrogés au moment du diagnostic territorial, ainsi que par les participants aux groupes de discussions de planification.

Le modèle des groupements agro-multiplicateurs pourrait être envisagé, en particulier pour le petit bétail : un ou plusieurs groupement(s) sont chargés de faire se reproduire le petit bétail et s'engagent à donner tout ou partie des portées aux autres groupements¹⁹. En revanche, concernant l'organisation de l'élevage, un éleveur interrogé soulignait que les associations d'éleveurs n'avaient jamais été envisagées et que les éleveurs préféraient pratiquer leurs activités de façon individuelle.

La mise en place d'une pharmacie vétérinaire locale impliquerait la formation ou l'affectation d'un chef de poste vétérinaire de l'ANDE pour la gestion de l'établissement. Ce dernier devra rendre compte au directeur régional qui pourra l'orienter dans ses activités.

¹⁹ Entretien avec un chef de projet de sécurité alimentaire, ACTED, novembre 2020, Bangui.

Pêche



ACTEURS IDENTIFIÉS

- **Mairie**
Coordination des activités avec les ONG et les acteurs locaux (chefs de quartier, chefs de groupe, leaders religieux, société civile).
- **Services des Eaux et forêts et de l'environnement**
Supervision des constructions et dotations.



DOCUMENTATION

- Ministère de l'Agriculture et du développement rural, *Programme de développement agricole de la Région n°6 préfectures du Mbomou, de la Basse-Kotto et du Haut-Mbomou*, 2016.



HISTORIQUE

- Aucune intervention menée/rapportée à ce jour.



BONNES ET MAUVAISES PRATIQUES

- **S'assurer** de la qualité du matériel livré (filets notamment).
- **Ne pas utiliser** de produits chimiques (moustiquaires imprégnées par exemple).

Pêche

PRIORITÉ 1 - Appuyer la pratique de la pêche

Court terme

Moyen terme

Long terme

Appuyer la création de groupements de pêcheurs

Doter les groupements en matériel (filets, pirogues)

Former les groupements aux techniques de pêche

Organiser une chaîne du froid : construire un magasin de stockage réfrigéré et doter les groupements en matériel de conservation mobile (pour l'exportation)

La dotation en matériel pourrait intervenir en début de saison sèche (de décembre à mars).

Priorisation intersectorielle

Secteur prioritaire 1

Santé

- PRIORITÉ 1 : équiper et agrandir les infrastructures de santé
- PRIORITÉ 2 : renforcement des capacités du personnel de santé

Secteur prioritaire 2

Éducation

- PRIORITÉ 1 : appuyer le personnel enseignant
- PRIORITÉ 2 : appuyer les apprenants
- PRIORITÉ 3 : construire et équiper des infrastructures scolaires

Secteur prioritaire 3

Agriculture et élevage

- PRIORITÉ 1 : appuyer les groupements agro-pastoraux
- PRIORITÉ 2 : promouvoir la culture attelée
- PRIORITÉ 3 : relancer l'élevage de petit bétail

Eau

- PRIORITÉ 1 : construire, réhabiliter et améliorer les points d'eau
- PRIORITÉ 2 : créer et appuyer les comités de gestion

Hygiène et ass.

- PRIORITÉ 1 : appui à la construction de latrines familiales et communautaires
- PRIORITÉ 2 : construction de dépôts d'ordures

Commerce

- PRIORITÉ 1 : améliorer l'accès des commerçants à des ressources financières
- PRIORITÉ 2 : améliorer les infrastructures commerciales et routières

Pêche

- PRIORITÉ 1 : appuyer la pratique de la pêche

La priorisation intersectorielle a été réalisée avec la communauté et les autorités locales lors des 4 ateliers de planification participative les 16 et 17 décembre 2020 à Mobaye.

ANNEXE - Méthodologie

COLLECTE DE DONNÉES

Les données primaires dont dispose AGORA sont collectées à travers des méthodes quantitatives et qualitatives. Elles permettent d'établir un diagnostic territorial, rassemblant les principales caractéristiques du territoire et d'évaluer les besoins de ses communautés.

Au sein de chaque localité, sont rencontrés :

- Les acteurs institutionnels locaux ;
- Les services techniques locaux (lorsqu'ils sont présents) ;
- Les leaders communautaires et religieux ;
- Les acteurs de la société civile ;
- Les fournisseurs de service de base ;
- Les principaux acteurs économiques ;
- Les membres de la communauté : résidents de la localité.

L'unité de mesure est celle de « l'aire urbaine », soit l'aire géographique comprise dans un rayon de 5 à 10 km autour du centre urbain (concentration de populations, de bâtis et de services). Cela correspond à la zone d'accès aux services de base couvrant une distance qui peut être parcourue à pied sur la journée par les populations locales.

Entretiens avec les autorités locales

Les données sont collectées par l'équipe AGORA grâce à des entretiens semi-directifs individuels avec des informateurs clés. Ces personnes ressources sont identifiées à partir des informations recueillies lors de la présentation initiale aux autorités locales, ainsi que par la méthode dite de la « boule de neige ».

Ateliers de cartographie participative

Les ateliers de cartographie participative sont menés avec 6 à 8 membres de la communauté. Ils ont pour objectifs de cartographier les zones de peuplement du territoire ainsi que les services essentiels en eau/hygiène/assainissement, santé, éducation et marchés. Une désagrégation selon le genre est effectuée. Le statut de déplacement, l'âge et l'ethnie sont des critères de désagrégation envisagés selon le contexte local.

Ces ateliers sont menés sur le modèle des groupes de discussion, à l'aide de guides de discussion semi-directifs. La spécificité de cette activité repose sur l'utilisation de fonds de carte comme support privilégié pour la collecte des réponses des participants.

Entretiens avec les fournisseurs de services de base

Ces entretiens dirigés sont réalisés avec des informateurs clés disposant d'informations sectorielles, grâce à l'outil KOBO. L'échantillonnage est le plus exhaustif possible et cible 20 à 40 informateurs clés parmi les principaux fournisseurs de services de base dans chaque localité, relevés pendant la cartographie participative.

Groupes de discussion avec les membres de la communauté

Ces groupes de discussion suivent un canevas semi-directif ayant pour objectif de faire émerger des discussions entre les participants sur les thématiques suivantes :

- Vulnérabilités socio-économiques de la population ;
- Mécanismes de gouvernance locale ;
- Enjeux d'accès aux services de base ;
- Cohésion sociale et solutions durables.

A l'instar des ateliers cartographiques, une désagrégation systématique est opérée sur le genre. L'âge, l'ethnie et le statut de déplacement peuvent être pris en compte selon le contexte.

Etude des filières économiques

Afin d'analyser le tissu économique de chaque localité, les équipes AGORA mènent des groupes de discussion avec les principaux acteurs économiques locaux. Sur cette base, des entretiens individuels plus poussés sont menés avec les acteurs économiques clés du territoire pour identifier les opportunités de création de valeurs au sein des filières locales porteuses.

Les répondants aux groupes de discussion sont issus de différentes couches sociales et représentent différentes filières économiques. Une attention particulière est portée à ce que chaque maillon de la chaîne de valeur soit représentée par un participant (producteur, intermédiaire, transformateur, transporteur, commerçant, consommateur).

Les répondants aux entretiens individuels sont des opérateurs économiques reconnus et recommandés pour leur expertise ou leur niveau de connaissance des filières identifiées dans la localité.

Diagnostic des capacités des organisations de la société civile (OSC)

Dans chacune des 21 localités ciblées, les équipes AGORA ont utilisé une version allégée de l'outil *Taking the Lead* développé par OXFAM. Dans le cadre de RELSUDE, *Taking the Lead* consiste en l'autodiagnostic par les OSC de leurs capacités.

Les OSC sont d'abord appelées à déposer un dossier de candidature pour participer ensuite à un atelier. Puis, sur la base d'une grille de critères élaborée avec OXFAM, entre 5 et 10 organisations sont conviées pour l'atelier. La liste des critères comprend des aspects administratifs (statut officiel et règlement intérieur), techniques (rapports d'activités et financiers) et qualitatifs (perception de l'organisation au niveau local au cours des outils précédemment mis en oeuvre par AGORA). L'atelier de travail permet, en suivant un guide d'entretien élaboré par OXFAM, de mener une auto-évaluation des capacités techniques et organisationnelles.

Diagnostic des capacités des acteurs institutionnels

Ces entretiens semi-directifs, avec les acteurs institutionnels en place permettent de dresser un bilan de leurs missions, d'analyser leur niveau de compréhension de leurs rôles et responsabilités, d'évaluer leurs besoins de renforcement techniques et organisationnels au regard de leurs mandats.

Les acteurs institutionnels ciblés sont les personnes ressources au sein des services communaux et des services techniques déconcentrés de l'Etat.

ANALYSE

Analyse des données quantitatives

Les données quantitatives obtenues sur les différents services sont saisies *via* l'application KOBO sur les tablettes. Elles sont ensuite envoyées sur le serveur IMPACT afin d'être téléchargées, nettoyées et analysées.

Le nettoyage de données, conforme aux standards IMPACT, consiste principalement en :

- L'anonymisation des données ;
- La suppression des valeurs aberrantes pour les questions quantitatives ;
- La vérification de la pertinence des mentions "autre" ;
- La vérification de la cohérence des données (caractéristiques renseignées selon le type d'infrastructure).

L'analyse reprend les principales questions posées dans le questionnaire KOBO et détermine le niveau de fonctionnalité des infrastructures communautaires. Cette analyse quantitative est ensuite mise en perspective avec les données qualitatives collectées à l'aide des autres outils AGORA. Elle permet aussi de recueillir le point de vue des gestionnaires de service sur l'utilisation des infrastructures, et leurs besoins en renforcement de capacités pour la gestion de celles-ci.

Analyse des données qualitatives

Toutes les notes prises manuellement lors des entretiens semi-directifs et des groupes de discussion sont saisies sur ordinateur, dans une matrice élaborée pour chacune des villes. Cette matrice permet de présenter sur un même document toutes les informations collectées lors du diagnostic (à l'exception du questionnaire KOBO et *Taking the Lead*).

Des entretiens avec des experts techniques et institutionnels, permettent enfin d'enrichir les données collectées et l'analyse réalisée avec une perspective opérationnelle.

Le logiciel d'analyse qualitative Nvivo est utilisé pour permettre un traitement transversal de l'ensemble des données (qualitatives et quantitatives, primaires et secondaires).

DÉFIS ET LIMITES

Les analyses présentées dans ce document sont des conclusions basées sur des données collectées lors d'un intervalle de temps précis et limité. Les principaux défis rencontrés pour la conduite de la recherche ainsi que les moyens de mitigation mis en place sont listés à suivre :

- **La disponibilité des informateurs clés.** La prise de rendez-vous avec les personnes ressources, dès le premier jour de la collecte de données a été la solution adoptée ;
- **Les biais de perception de certains acteurs locaux.** Beaucoup d'informateurs clés possédaient en effet une "double casquette" au niveau local (à la fois membre de la municipalité et acteur économique ou président d'une association, etc.). La triangulation des informations, possible grâce au large panel d'acteurs rencontrés, permet de pallier les biais de perception des personnes interrogées ;
- **La sensibilité des thématiques abordées,** notamment sur les aspects de justice et cohésion sociale. Pour cela l'équipe AGORA a veillé à n'exclure aucune communauté lors des entretiens individuels ou de la mobilisation communautaire effectuée pour les groupes de discussion.